

MUSIQUE

Brian Wilson, disparition d'un démiurge pop P. 16

VENDREDI 13, SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 JUIN 2025 | N° 24212 | 2,90 € | www.humanite.fr

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

PALESTINE

UNE SEMAINE CRUCIALE

L'initiative franco-saoudienne à l'ONU du 17 au 21 juin pourrait aboutir à une reconnaissance par Paris de l'État de Palestine. Un acte fort, symbolique, sur fond de mobilisation croissante contre la politique génocidaire de Tel-Aviv. P. 2



OMAR AL-QAHTAAI/AFP

L'Humanité / des débats /

Histoire Le combat des nationalisations

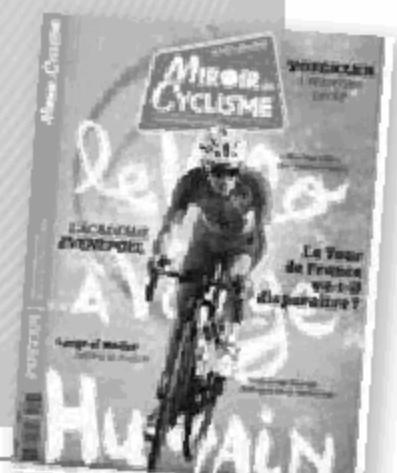
Au terme d'un vif débat politique sur la prise de contrôle par l'État des entreprises stratégiques, le « retour à la nation des grands moyens de production » l'emporte, en juin 1945. P. 25

Agora 130 ans de la CGT: quel syndicalisme aujourd'hui ?

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, débat avec quatre jeunes syndiqués : Cyriane Jacquemin, employée, Yohann Regis, technicien, Ophélie Texier-Pieri, cadre, et Adèle Tellez, jardinière. P. 20

Miroir du cyclisme, le vélo à visage humain

Après trente et un ans de mise en sommeil, la revue mythique revient dans les kiosques, ce vendredi 13 juin. P. 26





ÉDITORIAL

PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

Basculement

Mieux que les diatribes publiques, les agissements en coulisses de la première puissance mondiale désignent le camp dans lequel se range l'administration Trump à l'approche de la conférence consacrée à la Palestine à l'ONU. Par tous les moyens, les services de la Maison-Blanche s'emploient à saboter la perspective d'un accord à l'initiative de la France et de l'Arabie saoudite incluant un grand nombre de pays, et dont le point d'orgue pourrait être la reconnaissance par Emmanuel Macron, entre le 18 et le 20 juin, à New York, de l'État de Palestine. « Les États-Unis s'opposent à toute mesure qui reconnaîtrait unilatéralement un État palestinien hypothétique (...) et qui pourrait contraindre Israël en pleine guerre, soutenant ainsi ses ennemis », écrit Washington aux autres capitales en les exhortant à boycotter la conférence, sous peine de mesures de rétorsion.

Le plan français pourrait impulser un mouvement collectif susceptible d'exercer une pression cruciale sur le gouvernement de Benyamin Netanyahu, de plus en plus isolé dans son entreprise de dévastation sans merci de la bande de Gaza et de sa population. C'est bien ce qui dérange le premier ministre israélien et son allié états-unien. En incluant la reconnaissance de la Palestine déjà actée par 148 pays dans le monde – mais toujours pas à cette date par Paris, Londres, Berlin ou Washington –, ce plan redonnerait du cré-

Les manœuvres américaines ne font que confirmer le virage diplomatique mondial en cours.

dit à une solution de paix à deux États dont la colonisation sans fin de la Cisjordanie et le projet d'expulsion des Palestiniens de Gaza visent à tuer définitivement l'espoir. Après avoir fait croire à sa volonté de mettre rapidement un terme au massacre, Donald Trump dissipe les derniers doutes s'il en restait en se plaçant résolument du côté de la poursuite de la guerre.

Une page de l'histoire va s'écrire dans les jours prochains. Mais les manœuvres américaines ne font que confirmer le virage diplomatique mondial en cours. Ce n'était pas gagné d'avance, après vingt mois de propagande acharnée pour justifier l'injustifiable. Ce basculement est une victoire des mobilisations citoyennes, des plus petites actions locales au vaste retentissement médiatique de la Flottille de la liberté. Que leurs participants en soient tous salués. ■

Cinq jours décisifs pour Gaza

PROCHE-ORIENT Avant l'initiative franco-saoudienne à l'ONU, du 17 au 21 juin, qui pourrait aboutir à une reconnaissance de l'État de Palestine, les actions se multiplient à l'encontre du gouvernement de Netanyahu et sa politique génocidaire à Gaza. Sanctions, mobilisations, la pression sera-t-elle suffisante ?

Le dernier bilan a été publié jeudi : 55 210 morts et 127 830 blessés dans la bande de Gaza depuis octobre 2023. Des chiffres probablement bien en dessous de la réalité. Une nouvelle fois, l'Assemblée générale des Nations unies devait voter, le 12 juin, une résolution exigeant une trêve immédiate à Gaza, avec pour objectif d'augmenter la pression sur Israël en appelant à « toutes les mesures nécessaires » pour lui faire respecter le droit international, réclamer la libération des otages détenus par le Hamas et l'acheminement immédiat de l'aide humanitaire dans l'enclave palestinienne. Les pressions politiques, diplomatiques et citoyennes s'accentuent contre Tel-Aviv et sa politique génocidaire.

Bientôt la fin des tergiversations de Paris ?

L'initiative franco-saoudienne pour la reconnaissance de l'État de Palestine ouvre une semaine décisive. Dans l'enceinte de l'Organisation des Nations unies, à New York, une conférence internationale pour la relance de la solution à deux États, coprésidée par la France et l'Arabie saoudite, se tient à partir du 17 juin. À l'approche du sommet, la venue de Mohammed Ben Salman, le prince héritier saoudien, serait confirmée pour le 18 juin, tout comme celle du président français. Emmanuel Macron peut-il encore tergiver ? La lettre envoyée par le président de l'Autorité palestinienne aux deux dirigeants, le 9 juin, lève les conditions avancées par Paris pour une reconnaissance de l'État de Palestine et promet des actions concrètes : réforme de l'Autorité palestinienne, désarmement du Hamas, libération des otages et contrôle de la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne. « Notre priorité absolue est de mettre fin à l'effusion de sang à Gaza. Il doit y avoir un cessez-le-feu immédiat et permanent, l'ouverture de tous les points de passage, la libération des otages et des prisonniers et le

retrait complet des forces d'occupation israéliennes », écrit Mahmoud Abbas dans ce qui apparaît comme une feuille de route politique et sécuritaire. Le président français a reconnu ce jeudi avoir reçu une « lettre d'espoir, de courage, de clarté », avant d'affirmer que « le moment est décisif », et de saluer des « engagements concrets et inédits qui témoignent d'une volonté réelle d'avancer » sur le chemin de la paix. Le dossier palestinien sera d'ailleurs également au menu des discussions du sommet du G7, organisé du 15 au 17 juin au Canada. À cette occasion, Emmanuel Macron devrait s'entretenir en tête à tête avec Donald Trump avec pour objectif de le convaincre, au moins, d'imposer un cessez-le-feu.

Washington maintient sa ligne diplomatique

D'autres pays entendent désormais agir face aux crimes perpétrés par le gouvernement de Benyamin Netanyahu. L'Australie, la Grande-Bretagne, le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Norvège ont récemment imposé conjointement des sanctions à l'encontre des ministres israéliens d'extrême droite, Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, pour leurs propos « monstrueux » sur Gaza.

Mais, malgré la protestation mondiale contre la guerre à Gaza, l'administration Trump maintient sa ligne diplomatique. L'ambassadeur des États-Unis en Israël, Mike Huckabee, a d'ailleurs accueilli Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich à Jérusalem et qualifié les sanctions à l'encontre de Tel-Aviv d'« hypocrisie scandaleuse ». Pire, ce fervent faucon a expliqué qu'il appartenait aux « pays musulmans » de créer un État palestinien sur leur territoire... Dans cette lutte contre la reconnaissance, le président états-unien avait, plus tôt dans la semaine, mis en garde les gouvernements concernant leur participation à la conférence du 17 juin, à l'ONU. « Les États-Unis s'opposent à toute démarche unilatérale de reconnaissance d'un État palestinien hypothétique », affirme un télégramme diplomatique américain, qui prévient que les pays qui



Le siège des Nations unies à New York (États-Unis). ANTHONY BEHAR/SPUTNIK/ABACAPRESS.COM

DÉCRYPTAGE

prendraient des « mesures anti-israéliennes » après la conférence seront considérés comme s'opposant aux intérêts de la politique étrangère états-unienne.

Les contorsions de Tel-Aviv

S'il fallait une preuve de l'importance politique de la reconnaissance par la France de l'État de Palestine, les dirigeants israéliens sont en train de la donner. À l'approche de la conférence de l'ONU, Tel-Aviv multiplie les manœuvres, quitte à plonger, à nouveau, la région dans le chaos. Dans sa ligne de mire, l'Iran, avec lequel Benyamin Netanyahu cherche l'affrontement direct sans toutefois que Washington, pour l'heure, n'ait donné son feu vert. En parallèle, le ministre de la Défense israélien, Israël Katz, s'est rendu, le 31 mai, dans une colonie d'implantation en Cisjordanie, quelques jours seulement après que le gouvernement a annoncé le lancement de 22 nouvelles implantations. « Le mouvement de colonisation en Judée-Samarie (le nom biblique de la Cisjordanie – NDLR) continuera de se renforcer et l'État d'Israël sera florissant et prospérera », a-t-il lancé à cette occasion avant de menacer « Macron et ses alliés » : « Vous pouvez reconnaître un État palestinien sur le papier, mais ce papier finira dans les poubelles de l'histoire. » Un aveu clair du refus de la création d'un État palestinien et, par voie de conséquence, d'une solution à deux États.

L'audition de deux heures, mercredi 11 juin par la commission des Affaires étrangères du Sénat, de l'ambassadeur d'Israël en France, Joshua Zarka, a également montré le fond de la politique israélienne. « Il ne s'agit en rien d'une audience de courtoisie, il s'agit d'une convocation pour rendre compte des crimes du régime que vous représentez », l'avait prévenu Michelle Gréaume, sénatrice communiste du Nord. « La reconnaissance par la France sera un désastre pour les Palestiniens, pour les Israéliens, pour les relations franco-israéliennes et pour la possibilité de la France d'influencer sur les différents processus diplomatiques qui pourraient avoir lieu

au Moyen Orient dans le futur », a répondu Joshua Zarka qui a tenté de faire croire qu'« Israël n'était pas opposé à l'idée d'un État palestinien ». Comment peut-il ignorer, pourtant, que le 18 juillet 2024, la Knesset, le Parlement israélien, a voté une résolution qui stipule que « la création d'un État palestinien au cœur de la terre d'Israël constituera un danger existentiel pour l'État d'Israël ».

L'hypocrisie européenne

Mais où est passée l'Union européenne (UE) ? Depuis l'annonce par la cheffe de la diplomatie, Kaja Kallas, du réexamen de l'accord d'association avec Israël, c'est silence radio. Ce changement de ton inédit vis-à-vis d'Israël intervenait alors que le « blocus humanitaire » imposé par Israël à Gaza constituait une « violation du droit humanitaire international » et donc de l'article 2 de l'accord sur le respect des droits humains et des principes démocratiques. Selon Kaja Kallas, une majorité des États membres était réunie pour envisager un tel examen, demandé par l'Espagne et l'Irlande... depuis février 2024. Cette dernière présentera ses conclusions lors du prochain Conseil des affaires étrangères européen, le 23 juin. Ce travail devrait être simplifié par le fait que de nombreuses agences des Nations unies ou d'ONG ont déjà largement documenté les violations du droit par Israël.

En bonne entente, Kaja Kallas échangera ensuite avec les dirigeants israéliens qui composent le conseil d'association avant de revenir vers les Européens pour déterminer les mesures à prendre. La suspension – impensable pour l'Allemagne, la Hongrie ou la République tchèque – n'est donc qu'une solution de dernier recours. De manière plus vraisemblable, ce sont les programmes de coopération pilotés par la commission sur la recherche ou les échanges d'étudiants et de chercheurs qui pourraient être remis en cause. Sans garantie toutefois. Cette modification ne requiert pas la majorité absolue mais la majorité qualifiée (65 %) des États. On est d'autant plus loin d'un signal clair à Israël que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ne cache pas son embarras sur la question.

Fin mai, la Cour pénale internationale a été saisie contre Ursula von der Leyen pour « complicité de crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité » à Gaza du fait du soutien militaire, économique et diplomatique de l'UE à Israël. Les tergiversations de l'UE face à Israël sont d'autant plus indécentes que la Commission a proposé, le 10 juin, un 18^e train de sanctions contre la Russie. Quant à la Palestine, l'UE attend sans doute le signal de la France pour changer de braquet. ■

PIERRE BARBANCEY, VADIM KAMENKA ET LINA SANKARI

MOBILISATIONS RIMA HASSAN LIBÉRÉE, NOUVELLES MANIFESTATIONS POUR GAZA

La CGT, la CFDT, l'Unsa, Solidaires et la FSU appellent au rassemblement, ce samedi, partout en France – à Paris notamment, à 14 heures, place de la République –, dans le cadre d'un week-end mondial de mobilisations, pour un cessez-le-feu à Gaza et un accès

sans entrave de l'aide humanitaire. Les syndicats demandent entre autres la reconnaissance de l'État de Palestine, la fin des livraisons d'armes et la libération de « tous les prisonniers politiques palestiniens et tous les otages israéliens ».

Jeudi, l'eurodéputée Rima Hassan, détenue avec d'autres militants et journalistes en Israël depuis l'arraisonnement illégal de la Flottille de la liberté, a regagné la France après son expulsion par Tel-Aviv.



Amsterdam (Pays-Bas), le 11 juin. Départ de participants à la Marche. RAMON VAN FLYMEN/ANP MAG/AFP

« Cela me devenait impossible de ne rien faire »

Près de 6 000 personnes sont arrivées jeudi au Caire pour lancer la « Marche mondiale vers Gaza ». L'objectif : rallier le poste-frontière de Rafah pour dénoncer la situation humanitaire. Les autorités égyptiennes, qui ont déjà procédé à plus de 200 arrestations, pourraient les bloquer.

Le Caire (Égypte), correspondance particulière.

Quelques jours après l'arraisonnement de la Flottille de la liberté, c'est une autre flotte, terrestre cette fois-ci, qui s'apprête à mettre le cap vers l'enclave palestinienne. Au fil des derniers jours, plus de 6 000 activistes ont rejoint Le Caire afin de participer à la « Marche mondiale vers Gaza ». Leur plan : se rendre en bus à El-Arich, dans le Sinaï, puis effectuer à pied les 50 kilomètres jusqu'au poste-frontière de Rafah, où l'aide humanitaire entre dans la bande de Gaza au compte-gouttes, bloquée par Israël. L'arrivée est prévue dimanche.

« Ça va être historique. C'est la première fois depuis le début de la guerre que des citoyens du monde se réunissent pour exprimer leur humanité vis-à-vis des Gazaouis », se réjouit Gaby, coordinatrice de la délégation française, qui compte environ 500 membres, dont 70 % de femmes. En tout, 52 délégations, issues du monde entier, sont attendues en Égypte.

Johan, comme tant d'autres, n'a pas hésité une seconde à prendre son billet d'avion. Fils d'un père syro-libanais et d'une mère française, ce jeune homme de 29 ans était déjà sensibilisé à la cause palestinienne. Ces derniers mois, il a commencé à sombrer. « Ça me bouffe la vie, confie-t-il. Le soir, je vois défiler les images d'horreur sur mon téléphone et je me mets à pleurer. Certes, je relaie les informations sur mes réseaux sociaux et je participe aux manifestations, mais au bout d'un moment cela ne suffit plus. Il faut agir. » Régisseur de formation, enchaînant ces derniers temps les petits jobs, cet habitant d'Aix-en-Provence a mis ses maigres économies dans ce projet. « N'en faire, c'est être complice. Là, au moins, je me sens utile », affirme Johan. Kevin, lui, voit dans son engagement « un acte de

résistance », politique autant que personnel. « À force de pleurer chaque matin devant des enfants rachitiques, affamés par les autorités israéliennes, ça me devenait impossible de ne rien faire. Il faut montrer que les Français ne sont pas à l'image de leur gouvernement, de la même manière que les Américains ne sont pas à l'image de Donald Trump », explique le cuisinier toulousain, la petite quarantaine.

Malgré leur détermination, il est toutefois probable que les marcheurs n'atteignent jamais le Sinaï. Les organisateurs n'ont toujours pas reçu le feu vert du Caire, alors que le convoi doit partir de la capitale égyptienne ce vendredi 13 juin. Les autorités ont déjà procédé à plus de 200 arrestations de militants – dont des Français – dès leur arrivée à l'aéroport du Caire ou directement à leur hôtel.

Depuis le début de cette guerre, le régime de fer du président Abdel Fattah Al Sissi – qui condamne pourtant publiquement les méfaits de l'armée israélienne et a accueilli de nombreuses négociations de trêve – interdit toute manifestation de soutien à la Palestine, et plusieurs activistes égyptiens ont été emprisonnés ces derniers mois. C'est pour cette raison que les organisateurs déconseillent fortement aux ressortissants égyptiens de participer à la marche.

La « Global March to Gaza » se veut un mouvement citoyen, apolitique, pacifiste et indépendant. Une initiative qui n'a rien à avoir avec une autre marche, similaire, mais portée par des activistes dissidents, qui comptent partir du Caire le 19 juin. On retrouve parmi eux plusieurs figures de la complicité, dont certains se sont fait épingle pour des propos antisémites : Thierry Meyssan, Dieudonné, Alain Soral, ou encore Astrid Stückerberger. ■

PIERRE NOBLE

REPORTAGE

La « Global March to Gaza » se veut un mouvement citoyen, apolitique, pacifiste et indépendant.

L'aide humanitaire sous le feu israélien

Les Gazaouis sont visés par des tirs aux abords des centres d'aide. Pris en étau entre les bombardements de la force occupante et des milices armées, les civils tentent de survivre.

Déjà en proie à une famine généralisée, les Gazaouis subissent humiliation et avilissement, là où devrait s'organiser une réponse humanitaire face à une urgence absolue. Des vidéos témoignent de l'horreur : des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants agglutinés, contraints de patienter des heures, dans l'espoir de recevoir l'un des rares colis distribués par la Fondation humanitaire pour Gaza (GFH). Des scènes déshumanisantes où des centaines de Palestiniens courrent au péril de leur vie vers ces centres.

Ce qui devait représenter une lueur d'espoir devient une nouvelle forme de souffrance collective. Depuis la reprise très partielle de l'aide humanitaire le 19 mai – après deux mois de blocus total –, les distributions se déroulent sous le feu des armes israéliennes. Jeudi encore, 13 morts et 200 blessés ont été recensés près d'un centre à Netzarim, selon des sources médicales locales. Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) rapporte d'autres attaques meurtrières à Rafah et Deir al-Balah. L'armée israélienne n'hésite pas à ouvrir le feu sur la foule. Depuis la mise en place de ce dispositif, 224 Palestiniens auraient été tués et 1858 blessés près des points de distribution.

140 000 TONNES DE NOURRITURE RETENUES PAR TEL-AVIV

En violation du droit humanitaire international, Israël refuse l'accès aux agences de l'ONU et ONG chargées de la distribution, invoquant un risque de détournement par le Hamas. Seuls quelques camions ont été autorisés à entrer au compte-gouttes depuis mai. Encore aujourd'hui, plus de 140 000 tonnes de nourriture restent bloquées par Tel-Aviv. La seule entité autorisée à acheminer l'aide est la GFH, créée par Israël et soutenue par les États-Unis, qui détermine les quantités qui passent à Gaza. Loin de stopper la famine, ce système la perpétue. L'Ocha alerte sur l'urgence de faire entrer 10 000 tonnes supplémentaires pour répondre aux besoins vitaux des civils palestiniens.

Poursuivis par la faim, la majorité des Palestiniens repartent les mains vides. D'autres y laissent la vie, piégés entre les tirs israéliens et les violences de groupes armés. Alors que les centres sont gardés par des sociétés de sécurité privées américaines, elles-mêmes sous commandement israélien et que 80 % du territoire est militarisé, la sécurité des 2 millions de Gazaouis repose sur l'arbitraire. Des gangs criminels pillent les convois, traquent et tuent les affamés. Israël a reconnu avoir armé des milices « opposées » au Hamas. Les soupçons se multiplient sur leur rôle dans ces exactions visant à semer la terreur, pousser les Gazaouis à fuir, et faciliter un projet de nettoyage ethnique. ■

MARIE PENIN

«Négociations sans fin pour la création d'un État palestinien, mais quand viendra l'heure, qu'est-ce qu'il en restera?»

Kery James

L'HOMME DU JOUR



Jean Schaller

Créé en 2014 par les Amis des combattants en Espagne républicaine, le prix Henri Rol-Tanguy distingue un travail universitaire francophone de niveau master 2 portant sur l'affrontement qui opposa, entre 1936 et 1939, les forces républicaines à celles des réactionnaires et puissantes de Franco, soutenues par Hitler et Mussolini. Pour la première fois, le lauréat de cette année est un non-Français, puisque c'est le Suisse Jean Schaller, de l'université de Lausanne, qui a été honoré pour son mémoire sur l'engagement des volontaires internationalistes originaires de Neuchâtel. En lui décernant ce prix pour son travail qui «révèle, en se saisissant à la fois de l'historiographie et de la sociologie politique, les mécanismes qui amènent l'individu à s'engager dans la lutte antifasciste», le jury a voulu récompenser «un jeune chercheur prometteur». ■

LUIS REYGADA

! C'EST UN SCANDALE

Cachez ces saintes...

Lors de la messe de Pentecôte, l'évêque d'Évreux (Eure) a préféré cacher ce qui fait la spécificité de la basilique Notre-Dame de la Couture à Bernay: les Extases, une grande œuvre d'Ernest Pignon-Ernest régulièrement visée par les bigots. Il y a deux ans déjà, l'artiste déplorait «une sorte de sectarisme primaire».

À NOS LECTEURS

À la suite d'un problème d'imprimerie, l'article que nous annoncions en une, jeudi 12 juin, concernant les militants de la Flottille de la liberté - embarqués à bord du voilier humanitaire *Madleen* et arrêtés illégalement par les autorités israéliennes - n'a pas été publié. L'article d'Anthony Cortes, «Flottille de la liberté : Rima Hassan et Tiago Ávila placés à l'isolement, François Bayrou réfute le terme d'"otage" et provoque un tollé» est à retrouver sur l'Humanité.fr. Nous présentons toutes nos excuses à nos lectrices et lecteurs.

L'œil de Soph'

À DUBLIN, DELIVEROO LANCE LES LIVRAISONS PAR DRONE



LA BONNE NOUVELLE Le leader kanak Christian Tein remis en liberté

Après avoir passé un an en détention provisoire dans la prison de Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin), à 17 000 km de chez lui, le leader indépendantiste kanak Christian Tein a été libéré, jeudi, par la cour d'appel de Paris. Victime de la stratégie d'oppression de l'État français, le chef de la Cellule de coordination des actions de terrain est accusé d'avoir orchestré les révoltes qui ont embrasé la Kanaky-Nouvelle-Calédonie, en mai 2024. «C'est une première victoire mais le combat continue», a exprimé un des avocats du militant de 57 ans, qui s'est

engagé à «répondre aux convocations de la justice» et à rester sur le territoire hexagonal. Élu en août 2024 président du Front de libération nationale kanak et socialiste, Christian Tein a toujours nié avoir appelé à commettre des violences et s'est toujours présenté comme un «prisonnier politique». La cour d'appel a aussi ordonné la remise en liberté de trois autres militants incarcérés dans l'Hexagone, Dimitri Qenegei, Guillaume Vama, Erwan Waetheane, et confirmé celle d'un quatrième, Stéeve Uné. ■

LUIS REYGADA

POINT D'INTERET L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Entretien L'économiste Benjamin Bürrbaumer analyse le protectionnisme de Donald Trump comme un symptôme du capitalisme et plaide pour des avancées sociales et environnementales afin de sortir de la guerre commerciale et du libre-échange.

Armes Une filiale d'Israel Aerospace Industries a été désignée coordinatrice d'un programme de 59 millions d'euros pour construire des drones, selon une enquête de Disclose, Investigate Europe et Reporters United. Le financement provient du Fonds européen de la défense et de sept pays européens, dont la France.

Coup de force Toujours dans la roue de l'extrême droite, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a réussi à avoir la tête du collectif antifasciste Jeune Garde, dont la dissolution a été confirmée en Conseil des ministres.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Plus que nul

«C'est nul ce que vous faites.» Sur France 2, mardi soir, à l'occasion du sommet sur les océans à Nice, Emmanuel Macron, face aux journalistes Léa Salamé et Hugo Clément, n'a pas trop apprécié que ce dernier le questionne sur le rôle de son ancien ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, auprès de Shein, le géant chinois du prêt-à-porter à bas coût, la fast-fashion. L'ancien socialiste devenu macroniste puis président du conseil de surveillance du port de Marseille et président du conseil d'administration d'autoroutes et tunnel du Mont-Blanc, ce qui ne devait pas lui suffire, a en effet été recruté comme conseil par le groupe chinois. Pour celui qui déclarait que le «Made in France» en matière textile était notre priorité, ça fait un peu désordre, surtout au moment où une proposition de loi visant à limiter l'essor, précisément, de la fast-fashion est en discussion à l'Assemblée nationale. «C'est pas parce qu'il est chez Shein, a renchéri Emmanuel Macron, que ça changera quelque chose au Schmilblick.» Plus nul que nul, c'est possible. ■

LE FIL ROUGE

Paris (19^e) Le PCF organise place du Colonel-Fabien, lundi 16 juin à partir de 18 h 30, une conférence intitulée «Énergie nucléaire : une filière durable pour le XXI^e siècle». Le secrétaire national, Fabien Roussel, ouvrira cet événement qui abordera les problématiques du nucléaire durable, de la ressource en uranium, de la formation, d'éventuels nouveaux EPR et de la fermeture du cycle du combustible, pour un nucléaire qui puisse aller de pair avec les énergies renouvelables.

Paris (19^e) La coopérative Andines, partenaire de l'Association France Palestine Solidarité, propose le visionnage des documentaires *Prenons dates pour la Palestine* (2020) et *Retour de Palestine* (2025), suivis d'un débat avec les réalisateurs Joy, Thierry, Ouessale et Kenza. Samedi 14 juin sur la péniche *Antipode* (55, quai de la Seine), de 13 h 30 à 16 h 30, entrée libre.

« Notre relation à l'océan est utilitariste »

ENVIRONNEMENT

Alors que se tient la conférence des Nations unies sur l'océan à Nice, il est nécessaire de changer de paradigme et d'accorder des droits à la nature pour protéger les écosystèmes marins, défend la juriste Marine Calmet.

Nice (Alpes-Maritimes), envoyée spéciale.

Changement climatique, effondrement de la biodiversité, pollution plastique... L'océan subit la pression des activités humaines. Pour sortir de ce rapport destructeur, Marine Calmet, juriste et présidente de l'association Wild Legal, défend un modèle juridique basé sur des droits accordés à la nature, dans un livre qu'elle cosigne avec l'océanographe François Sarano (1).

Dans votre livre, vous partez de l'exemple de l'étoile de mer.

En quoi est-elle symbolique de la question des droits de l'océan ?

L'étoile de mer, c'est l'impensée : on la ramasse, on la remonte dans les filets, et comme elle ne se commercialise pas, on la rejette morte à la mer. Par la capture, elle devient la propriété du pêcheur. Le droit actuel invisibilise les êtres vivants non humains, lorsque ces derniers n'ont pas d'usage pour nous, en particulier lorsqu'ils ne se commercialisent pas. Quelques espèces protégées ont un statut à part, mais elles ne sont pas pour autant des sujets juridiques, avec des droits. Notre édifice juridique ne tient pas compte du fait que tous les êtres vivants sont essentiels, uniques et interdépendants et cela indépendamment

de l'usage que nous faisons d'eux. Cela ne peut conduire sur le long terme qu'à leur surexploitation et à leur destruction, en mer comme sur terre.

Le fait de considérer comme normal de puiser dans ces « ressources » sans penser de réciprocité pose un problème éthique et justifie une domination injuste. Notre relation à l'océan est utilitariste : c'est un gisement de biens, de ressources matérielles, de services écosystémiques. Pour le Mouvement mondial des droits de la nature, ce statut juridique crée un déséquilibre structurel, en partie responsable de l'effondrement du vivant.

Selon vous, cette question peut-elle se résoudre par le droit ?

ENTRETIEN



La pêche du jour, avant le tri et le rejet à l'eau des animaux non commercialisables, comme l'étoile de mer.



MARINE CALMET
Juriste et présidente
de l'association
Wild Legal

Le droit est un levier pour construire un modèle qui rééquilibre cette cohabitation, en faisant en sorte qu'elle soit pacifique et non plus destructrice. Le Mouvement des droits de la nature conceptualise le fait qu'une étoile de mer n'est pas un objet, mais un sujet, avec des besoins fondamentaux et des droits, tout comme l'écosystème qui l'accueille.

Le professeur de droit public Christopher Stone, dans les années 1970, en a théorisé la faisabilité juridique. Nous reconnaissions les entreprises comme des personnes morales, c'est une fiction juridique. Nous avons besoin de nouvelles fictions juridiques adaptées aux besoins biologiques de notre planète. La crise écologique à laquelle nous faisons face est tellement grave qu'elle nous impose de construire un nouveau paradigme légal en termes d'équilibre écologique.

Vous citez l'exemple de l'Équateur, qui a inscrit par référendum les droits de la nature dans sa Constitution. Est-ce imaginable en France ?

En France, l'effondrement des normes environnementales est une tendance qui s'accélère. Les intérêts corporatistes se sont toujours immiscés dans l'écriture de la loi, mais nos institutions ne sont plus résilientes pour y faire face. On ne constate que des retours en arrière, sur les pesticides, la protection de l'atmosphère avec les ZFE (Zones à faibles émissions - NDLR), les espèces protégées... Les droits de la nature sont à la fois une manière de réviser en profondeur nos institutions et de replacer au sommet de la pyramide des normes la protection de la population et du territoire, en tant que milieu biologique indispensable à notre existence. Il y a eu de belles jurisprudences découlant de la charte de l'environnement en France. Le juge constitutionnel a énoncé les droits des générations futures en 2023. Nous comptons sur la créativité juridique pour désormais élargir la

« Proposer une garantie fondamentale de nos interdépendances au sein de la communauté des vivants. »

occulté les interdépendances entre nous et ceux qui nous entourent. Notre droit de l'environnement, pensé en silos, n'est pas capable de penser ces interrelations. La logique de reconnaître les droits fondamentaux de la nature est ainsi de proposer une garantie fondamentale de nos interdépendances au sein de la grande communauté des vivants.

Quelles sont les implications de cette prise en compte des droits de la nature ?

La jurisprudence Los Cedros, en Équateur, énonce une incompatibilité entre les activités minières et les droits d'une forêt tropicale humide, sur la base du principe du seuil de tolérance écologique. Si le milieu est en incapacité de se régénérer par lui-même du fait des activités humaines, elles doivent être regardées comme inconstitutionnelles. Elle examine également les besoins propres de l'espèce, mais aussi les interactions biologiques entre les populations et les individus de chaque espèce au sein de l'écosystème. On nous fait souvent remarquer que, dans un écosystème, les droits des uns s'entrechoquent avec ceux des autres. Il ne s'agit pas de nier aux êtres humains la possibilité de couvrir leurs propres besoins. En revanche, il s'agit de se questionner sur la légitimité de nos actions lorsque celles-ci impactent directement l'expression des droits des « autres qu'humains » et des milieux qui nous accueillent. Les droits de la nature pensent cette question en termes de protection des intérêts à la fois humains et autres qu'humains.

Nous faisons face à trois défis majeurs, la rupture entre l'humain et la nature, la concentration des pouvoirs et des richesses, et la priorité donnée aux intérêts matériels, individuels et court-termistes, comme le souligne, dans son rapport « Transformative Changes », l'Ipbes (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques - NDLR). Ce rapport reconnaît que cette approche par les droits répond à la fois à l'objectif de retisser les liens d'altérité entre tous les vivants et à celui de proposer un changement systémique de nos institutions, pour leur permettre de répondre aux enjeux écologiques de notre siècle. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JESSICA STEPHAN

(1) Justice pour l'étoile de mer, vers une reconnaissance des droits de l'océan, de Marine Calmet et François Sarano, Actes Sud, mai 2025.



Le 10 juin, à l'Assemblée nationale, le ministre de la Santé livre une copie au contenu décevant.

GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Le « plan santé mentale » du gouvernement sans budget

PSYCHIATRIE Le ministre Yannick Neuder a dévoilé les contours d'un plan voué à être mené sur les prochaines années afin de mieux traiter les troubles psychiques. Des mesures déjà annoncées et, qui plus est, sous-financées.

Quelques semaines après avoir élevé la santé mentale au statut de grande cause nationale de l'année 2025, le ministre chargé de la Santé, Yannick Neuder, a dévoilé, mercredi 11 juin, un plan dédié. L'objectif de cet ensemble de mesures : mieux repérer et soigner les troubles psychiques mais aussi rendre plus attractive la psychiatrie. Une annonce attendue, qui a pris une nouvelle résonance ces derniers jours avec le meurtre, mardi 10 juin, d'une assistante d'éducation par un élève de 14 ans, à Nogent (Haute-Marne), remettant sur le devant de la scène la question de la santé mentale chez les adolescents.

Si l'initiative est louable, le contenu de ce plan est loin d'être à la hauteur de la crise profonde que traverse le secteur de la psychiatrie, se résumant à un recyclage d'annonces déjà connues et pas forcément efficaces.

Auprogramme, une trentaine de mesures, divisées en trois axes : favoriser les repérages et interventions précoce face aux troubles psychiques chez les jeunes, développer « une psychiatrie de

proximité, lisible et accessible », et « reconstruire » la psychiatrie en renforçant la formation. Pour le premier d'entre eux, le gouvernement entend former deux « adultes repères » dans chaque établissement du second degré et chaque circonscription du premier degré d'ici à 2026. Il souhaite déployer un modèle national de repérage et d'intervention précoce, ou former 100 % des personnels de santé scolaire au repérage précoce. Il prévoit de former 300 000 securistes en santé mentale d'ici à 2027. Une mesure qui, en clair, oriente la prise en charge vers des professionnels peu formés.

DES CMP SATURÉS DE DEMANDES

Côté renforcement de la « psychiatrie de proximité », le plan pour la santé mentale évoque tout au plus un appui financier prioritaire aux centres médico-psychologiques (CMP), en manque de personnel et saturés par les demandes. Mais cela reste flou. Le gouvernement évoque également des dispositifs de suivi intensif et un renforcement de la régulation des urgences en psychiatrie pour orienter vers des soins adaptés.

En ville, le gouvernement veut

doubler, d'ici à 2027, le nombre de psychologues conventionnés dans le dispositif « Mon soutien psy », fortement critiqué pour son efficacité très relative pour atteindre un total de 12 000 participants.

Sur le troisième axe, l'exécutif veut renforcer la formation des étudiants en médecine, avec un module en psychiatrie avancée dans chaque faculté, couplé à un stage pratique, et porter le nombre d'internes en psychiatrie de 500 à 600 par an à partir de 2027. Une mission planchera sur les conditions de travail en psychiatrie, avant un plan d'action en 2026. Au-delà des contours de ce plan, la principale interrogation repose sur son financement. Le ministre l'a d'ailleurs admis : aucun nouveau crédit n'est prévu. Yannick Neuder a reconnu que « tout ne sera pas en place au 1^{er} septembre et qu'il va falloir plusieurs années » avant que le plan soit totalement enclenché.

Alors que les troubles psychiques touchent environ une personne sur trois, que 2 millions de Français sont pris en charge en psychiatrie chaque année, ces annonces font, en l'état, figure de coquille vide. ■

TOM DEMARS-GRANJA



Avec 50,9 % des voix, Olivier Faure a devancé d'un cheveu Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen (à droite). SAMEER AL-DOUMY/AFP

Malgré sa réélection, Olivier Faure sous pression

CONGRÈS DU PS Dans un parti coupé en deux, le premier secrétaire devra composer avec une opposition interne remontée. Un programme est attendu sans que le cap idéologique n'ait été défini.

Cette fois, la bataille de chiffres n'a duré que quelques heures, et non une dizaine de jours comme lors du congrès 2023 de Marseille où les deux camps s'étaient mutuellement accusés de tricherie.

Très tôt, vendredi 6 juin, les concurrents se sont accordés sans contestation du résultat : Olivier Faure a bien été élu premier secrétaire du Parti socialiste pour la quatrième fois. Avec 50,9 % des voix, il devance d'un cheveu Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen (Seine-Maritime), et ses

49,1 %. Le 81^e congrès du PS s'est donc joué à 500 voix, un écart si faible qu'il ne laisse pas les coudées franches au premier des socialistes à la tête d'un parti coupé en deux.

L'AILE DROITE, UNE ÉPINE DANS LE PIED

Après ce qu'elle qualifie de « désaveu » pour la direction sortante, l'aile droite promet d'être une épine dans le pied d'Olivier Faure et de ses ambitions présidentielles. « Le score beaucoup plus serré que prévu oblige la direction à répondre à la demande de changement, exige Nicolas Mayer-Rossignol. Rien ne peut être comme avant. La condition du renouveau, c'est le

changement et le rassemblement. » Alors que le premier secrétaire pourrait ne pas avoir la majorité absolue des sièges au conseil fédéral (l'équivalent du parlement du PS) à quelques jours de l'élection des 102 secrétaires fédéraux, le député de Seine-et-Marne se voit réclamer des concessions. Notamment une « clarté absolue sur les alliances », c'est-à-dire le refus de toute coalition avec la France insoumise « ni aux municipales, ni aux législatives (même en cas de dissolution), ni à la présidentielle ». Mais aussi une prise de distance avec le programme du Nouveau Front populaire, jugé trop peu « crédible » par son entourage.

« Nous n'avons pas été et nous ne serons pas derrière Jean-Luc Mélenchon lors de la prochaine présidentielle. Quant aux municipales, il n'y aura pas d'accord national avec LFI », rappelle Olivier Faure, dans la Tribune dimanche, ouvrant la porte à des accords locaux. Pour 2027, il souhaite une candidature commune dans un arc allant « de Glucksmann à Ruffin ». Il a d'ailleurs déjà signifié son intérêt pour l'incarner. « Ce n'est pas lui faire injure que de dire qu'en faisant 50,9 %, Olivier Faure ne voit pas la légitimité renforcée », cingle Nicolas Mayer-Rossignol.

Maintenant que le PS, laissé exsangue en 2017 par le quinquennat de François Hollande, a retrouvé des couleurs, il lui reste à affirmer une ligne politique claire. « En signant les programmes de la Nupes puis du NFP, il a pris position pour des mesures de justice fiscale, de redistribution, de défense des services publics. Mais sans que cela soit accompagné d'une clarification doctrinale », observe le politologue Frédéric Sawicki. Les socialistes ont, pour l'heure, du mal à affirmer une ligne politique qui

Objectif : préparer le projet socialiste pour la présidentielle.

puisse réenchanter la gauche. « On n'a pas encore trouvé la formule, les équivalents des emplois jeunes ou des 35 heures, reconnaît le député Laurent Baumel, proche d'Olivier Faure. Nous sommes dans une période défensive où le débat politique est plombé par la question de la dette. Le réenchantement n'est pas forcément la bonne option. Il faut être sérieux, crédibles et offrir la perspective d'une société débarrassée de la cure d'austérité libérale et de la rupture républicaine que propose l'extrême droite. »

En parallèle d'une modernisation du parti dont le fonctionnement « n'a pas changé depuis Jaurès », le premier secrétaire assure qu'un « programme d'audition des acteurs sociaux, syndicaux, associatifs et intellectuels » va commencer « au lendemain du congrès ». Objectif : préparer le projet socialiste pour la présidentielle. Avant de proposer aux potentiels partenaires de gauche une « plateforme commune ». « Aujourd'hui, le programme du PS, c'est celui de Jean-Luc Mélenchon moins 10 %. Ce projet ne peut pas être une simple actualisation du programme du NFP, où il n'y a, par exemple, pas une ligne sur les familles monoparentales ou le handicap », reproche le député Philippe Brun, soutien de Nicolas Mayer-Rossignol. Mais cette deuxième moitié du PS n'explique jamais les inflexions idéologiques qu'elle demande à la direction, tout en promettant que François Hollande « n'est ni un adversaire ni un inspirateur », selon les mots de Carole Delga, présidente de la région Occitanie. « Le PS porte en lui la capacité de faire des arbitrages et de hiérarchiser les priorités, veut croire Laurent Baumel. C'est une culture du pouvoir. » Les derniers exemples peuvent cependant laisser inquiet. ■

EMILIO MESLET

Juin 2013. Dans un entretien croisé publié par l'hebdomadaire *Marianne*, l'économiste Frédéric Lordon et le démographe Emmanuel Todd tirent à boulets rouges sur l'Union européenne (UE) et son «modèle inédit de soumission des politiques économiques nationales à des règles constitutionnelles renforcées par la surveillance constante des marchés financiers» et «la disparition de toute souveraineté politique». Dans leur viseur : la règle des 3% de déficit exigée par l'UE, par le traité de Maastricht, à ses pays membres, en ignorant délibérément la volonté des peuples. Derrière son écran, une internaute jubile. Et pas n'importe laquelle : Marine Le Pen, alors présidente du Front national (FN). «Excellent article. Ou comment dire exactement la même chose que le FN sans l'admettre», poste-t-elle sur Twitter. Mais ça, c'était avant.

«DU GRAS, IL Y EN A»

Depuis, le FN est devenu Rassemblement national (RN), et la ligne de la formation lepéniste a considérablement changé sur la question, épousant très largement (et ostensiblement) les dogmes néolibéraux et austéritaires. Au point de voir Jean-Philippe Tanguy, député et membre du bureau national du parti, annoncer ce mardi qu'une «réflexion interne» était en cours sur une «règle d'or» budgétaire dont le but sera de «respecter les 3%».

Le RN officialise sa conversion aux règles de rigueur de l'UE

EXTRÊME DROITE Après avoir revendiqué le drapeau de l'anti-orthodoxie budgétaire européenne, le parti de Marine Le Pen se range derrière la règle des 3%, préoccupé par «l'avis des marchés».

«Nous avons évolué sur la règle d'or», a-t-il admis, se disant préoccupé par «l'avis des marchés (qui) attendent que la France respecte ces 3%». Et de poursuivre : «Il est vrai qu'historiquement, la famille souverainiste et nationale n'aime pas limiter la liberté du Parlement. Mais on se rend bien compte, après cinquante ans de déficit structurel et une irresponsabilité qui n'a plus de limite, qu'il faut une règle d'or.» Invitée de la matinale de France Inter ce jeudi, Marine Le Pen a confirmé ces intentions, affirmant que les «économies à faire» sont «nombreuses». «Du gras, il y en a», a-t-elle lancé, visant «une baisse des mauvaises dépenses». Autrement dit : une cure d'austérité.

Une politique pro-entreprise et pro-marché qui abîmera les droits des travailleurs.

Si le revirement semble spectaculaire, cette mue s'est opérée au fil du temps. Dès 2021, dans une tribune publiée dans *l'Opinion*, la représentante d'extrême droite confiait déjà voir un «aspect moral» dans le respect des règles budgétaires. «À partir du moment où un État souverain fait appel à une source de financement extérieure, sa parole est d'airain. Il s'organise pour rembourser sa dette contre vents et marées», écrivait-elle dans les colonnes du journal libéral. Il y a peu, en février, dans les *Échos*, celle-ci précisait les premières victimes de son plan de coupe pour réduire le déficit. L'immigration, tout d'abord, en sabor-dant le «financement de

l'accueil» et le «versement de prestations». Mais aussi les prestations sociales. Un plan qui passe, décrit-elle encore, par la «création de valeur» et la «fin de normes sclérosantes». En clair, une politique pro-entreprise et pro-marché. Ce qui abîmera, inévitablement, les droits des travailleurs, en particulier les plus précaires.

«RÉDUIRE NOS FINANCES PUBLIQUES»

Un virage que l'extrême droite assume de plus en plus. Dans un entretien accordé à *Valeurs actuelles* fin mai, Jordan Bardella, eurodéputé et président du RN, confiait ainsi avoir «pour ambition de créer un pacte de confiance avec le monde de l'entreprise», mais aussi les «milieux économiques». «Supprimer les impôts de production, en finir avec des dizaines de normes qui contraignent la productivité et la compétitivité de nos entreprises, réduire considérablement nos finances publiques... Je n'appelle pas cela du socialisme», développait-il.

En 2022, à l'issue du premier tour, Marine Le Pen présentait pourtant son bulletin de vote comme étant celui de «la justice sociale autour de la protection garantie par un cadre fraternel». Largement en tête des sondages pour la présidentielle de 2027, sa formation n'ensemble plus vouloir s'embarrasser d'un quelconque vernis social. La rigueur autoritaire lui va bien mieux au teint. ▀

ANTHONY CORTES

(Publicité)

DU 4 AU 6 JUILLET 2025 AU PARC GEORGES VALBON - LA COURNEUVE

MULTITUDE LA BIENNALE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

seine-saint-denis LE DÉPARTEMENT

FIANSO · KEBLACK · VITAA
FAADA FREDDY AVEC LA CITÉ DES MARMOTS
STAND-UP MARRAINÉ PAR
SHIRLEY SOUAGNON · SOA DE MUSE
DIVERTIMENTO ET ZAHIA ZIOUANI
DANYL · MO'KALAMITY · WAÏV · MICKAËLLE LESLIE

ENTRÉE GRATUITE

MULTITUDE

À découvrir sur : multitude.seinesaintdenis.fr

Cofinancé par l'Union européenne

le19M radio nova DURE VIE URBANIA

Illustration par Mélanie Gauthier / Département de la Seine-Saint-Denis / Direction de la communication / Gouvernement de la Seine-Saint-Denis



GRÈVE À IKEA

La section FEC FO d'Ikea a lancé, jeudi, un appel à la grève pour dénoncer des mesures salariales insuffisantes face à l'inflation et la détérioration des conditions de travail alors que « la direction empêche des millions d'euros de bénéfices ».

MOBILISATION À SAICA PACK

Les salariés de Saica Pack, entreprise d'emballage de 224 personnes à Saint-Junien (Haute-Vienne), entament leur deuxième semaine de grève. Ils réclament de meilleurs salaires, alors que leur site a fait 5,2 millions d'euros de résultat brut d'exploitation en 2024.

L'ÉTAT MET L'UNÉDIC EN PÉRIL

L'Unédic, qui gère l'assurance-chômage, envisage un déficit de 300 millions d'euros en 2025 et 400 millions en 2026, pointant des recettes « considérablement amputées », notamment par les ponctions de l'État, « dans un contexte économique dégradé ».

Licenciements et valse des holdings à Outinord

MÉTALLURGIE

Les salariés de ce fleuron de l'industrie sont sous le coup d'un plan de suppressions d'emplois. En parallèle, l'actionnaire négocie la revente de la maison mère à deux fonds d'investissement.

Saint-Amand-les-Eaux (Nord), correspondance particulière.

« Soixante-dix ans. Outinord, innovateur depuis 1955 ». Le panneau en fer fixé sur la grille d'entrée témoigne de l'anniversaire de l'usine fêté ici début avril. Le « cadeau » est arrivé deux semaines plus tard : un plan de licenciements visant 126 des 143 salariés.

« Il y a quatre ou cinq ans, nous étions encore 300 », rappelle David Liégeois, ce mardi 10 juin, devant plusieurs dizaines de collègues, à la sortie d'une réunion du CSE, dont il est le secrétaire CGT.

Outinord fabrique à Saint-Amand-les-Eaux (Nord) des coffrages métalliques pour couler du béton, qu'elle vend à Vinci, Bouygues ou encore Eiffage. Ses coffrages se retrouvent aussi bien sur le port de Toulon pour la construction d'abris de sous-marins nucléaires que sur le chantier du commissariat de Valenciennes.

« On sacrifie un fleuron national de l'industrie au nom d'une logique de financiarisation », dénonce M^e Alexandre Barège, l'avocat du CSE, joint au téléphone. De son côté, Tiphanie Bauduin, qui travaille au contrôle qualité, décrit

REPORTAGE



Rassemblement des employés de l'usine nordiste, le 10 juin. MATHIEU DRÉAN POUR L'HUMANITÉ

un « véritable jeu de chaises musicales » depuis quelques années. Les effectifs ont fondu au fil des retraites, démissions et ruptures conventionnelles. « Les départs ne sont pas remplacés, même à des postes stratégiques, ce qui entraîne une surcharge de travail. J'étais technicienne qualité, j'ai vite récupéré les missions du responsable qualité, parti à la retraite. Un directeur qualité est bien arrivé, mais il a lui-même récupéré les fonctions du directeur des méthodes. J'ai également hérité du service après-vente, dont le responsable a remplacé le directeur export... »

Comme ses collègues, elle a été abasourdie par la violence du plan de licenciements. Ici, tout en reconnaissant

la chute de chiffre d'affaires, tout le monde estime que la maison mère, Skena Group, noircit le tableau. Deux commandes sont encore en cours : l'une de 600 000 euros pour une filiale de Vinci, Solumat, l'autre de 900 000 euros pour les États-Unis, qui au départ devait être assurée par la filiale indienne d'Outinord.

« IL FAUT SACRIFIER OUTINORD »

Mais ensuite, « les carnets de commandes sont vides », assure à l'Humanité un représentant de la direction. C'est une répercussion directe de la politique du gouvernement, qui a tué le secteur de la construction. Skena, qui subit



13 juin La CGT des territoriaux de Saint-Étienne (Loire) organise une manifestation, à partir de 7 h 30, sur le parvis de l'hôtel de ville, pour appuyer les revendications des agents

sur les conditions de travail et les moyens alloués aux services publics.

14 juin La CGT, la CFDT, Unsа, Solidaires et la FSU appellent à manifester à Paris, au départ de la place de la République, à 14 heures

pour « un cessez-le-feu immédiat à Gaza et un accès sans entraves de l'aide humanitaire ».

17 juin Ex-conclave des retraites : réunion a priori finale pour tenter d'aboutir à un accord.

la crise de plein fouet, est obligé de se réorganiser ». La marque Outinord ainsi que ses brevets intéressent toujours le groupe... mais pour fabriquer dans son autre usine, Sateco, installée dans la Vienne. Si le couperet est tombé exclusivement à Saint-Amand, c'est, assure la direction, parce que « Sateco a été modernisée avant son rachat (en 2019) par Skena, ce qui n'est pas le cas d'Outinord », acquise en 2021. Selon elle, le site nordiste affiche « 15 millions d'euros de pertes en deux ans ». « On nous a dit à plusieurs reprises que, pour sauver le groupe, il faut sacrifier Outinord », résume David Liégeois.

Plusieurs options envisagées par Skena apparaissent pourtant dans le mal nommé « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE). « Nous n'arrivons pas à obtenir l'intégralité des informations économiques qui prouveraient que la décision retenue est justifiée », souligne Alexandre Barège. Le CSE intente donc une procédure en urgence devant le tribunal de Valenciennes, pour les récupérer. Le 27 mai, un autre élément troublant a épaisse le brouillard. En réunion de CSE, les élus du personnel ont appris que l'actionnaire principal de Skena Group, le fonds de capital-investissement Equistone, avait signé un protocole d'accord pour céder ses actions à deux autres fonds, LGT Private Debt, détenus par la famille royale du Liechtenstein, et Axa Investment Managers.

« UNE CONVERSION DE DETTE EN ACTIONS »

En 2019, au moment du rachat de Sateco, Equistone avait contracté auprès de ces deux derniers un emprunt obligataire de 84 millions d'euros. « LGT et Axa sont les créanciers d'Equistone. Quand on ne peut plus rembourser et que les banques ne sont pas prêtes à mettre un euro, il faut trouver une solution. Ici, c'est une conversion de dette en actions », avance la direction.

« Il est assez étonnant d'annoncer cela en plein PSE. Ont-ils paniqué ? Ont-ils été obligés de se dévoiler ? » s'interroge Ludovic Bouvier, responsable régional de la CGT métallurgie. Ce dernier est bien décidé à démêler les fils de cette valse des « holdings financières » et à savoir, par exemple, si une autre revente se profile déjà. « On ne négociera plus rien tant qu'on ne connaîtra pas toute l'histoire », appuie David Liégeois. ■

LUDOVIC FINEZ

La Fête de l'Humanité
12 • 13 • 14 Septembre 2025 LA BASE 217 (91)
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

OFFRE SPÉCIALE LECTRICES ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ

PASS 3 JOURS À 50€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile

Pass 3 jours x 50€ =

€ (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

sur les conditions de travail et les moyens alloués aux services publics.

14 juin La CGT, la CFDT, Unsа, Solidaires et la FSU appellent à manifester à Paris, au départ de la place de la République, à 14 heures

pour « un cessez-le-feu immédiat à Gaza et un accès sans entraves de l'aide humanitaire ».

17 juin Ex-conclave des retraites : réunion a priori finale pour tenter d'aboutir à un accord.

26 juin L'Ugict-CGT organise les rencontres de son magazine Options sur le thème : « Manager au XXI^e siècle : missions impossibles ? » Elles auront lieu de 9 heures à 16 heures, à Sciences-Po Paris (7^e arrondissement).

Retraites : les concessions bidon du Medef

CONCLAVE Le syndicat patronal avance des propositions améliorant les pensions des femmes, mais le gain serait limité, selon un chiffrage que nous avons consulté.

Patronat et syndicats planchent jusqu'au mardi 17 juin sur la réécriture de la réforme de 2023 (passage de l'âge légal de 62 à 64 ans), qui avait rassemblé des millions de personnes dans la rue. Pour convaincre les organisations de travailleurs d'abandonner toute remise en cause des 64 ans, le Medef vient de proposer d'améliorer le sort des femmes ayant eu des enfants, grandes perdantes de la réforme. Cela passerait par une modification du mode de calcul du salaire annuel moyen (SAM), servant de base pour fixer le niveau de leurs pensions. Leur SAM ne serait plus calculé sur leurs 25 meilleures années, mais sur 23 ou 24 ans, ce qui mécaniquement améliorerait leur niveau de pension. Mais la revalorisation serait-elle si spectaculaire ?

La Caisse nationale d'assurance-vieillesse (Cnav) a effectué des simulations, que nous nous sommes procurées. Dans la version la plus « généreuse », environ 50 % des retraitées verraienr leur pension augmenter d'environ 3 % en

moyenne. Pour le dire autrement, une femme percevant 1 000 euros de pension gagnerait 30 euros de plus par mois.

CONSÉQUENCES PERVERSES

Sauf qu'en pratique, ce n'est même pas certain. La hausse du salaire annuel moyen aurait pour conséquence perverse de priver certaines femmes du minimum contributif (Mico), un coup de pouce augmentant leurs pensions à condition que ces dernières n'excèdent pas un certain seuil. « Parmi les femmes qui connaîtraient une hausse du SAM, environ 22 % étaient, hors mesure, bénéficiaires du Mico, note la Cnav. La moitié d'entre elles verraienr tout de même leur pension augmenter tandis que l'autre moitié ne bénéficierait d'aucune hausse de pension : la hausse du SAM serait entièrement compensée par une baisse du Mico. »

La Cnav a également chiffré la version la moins généreuse, que préfère le Medef. Un peu plus de la moitié des pensionnées bénéficieraient d'une hausse moyenne de seulement 1,3 %. Soit, dans notre

exemple, 13 euros de plus par mois. Coût de la mesure : 600 millions d'euros à l'horizon 2035.

Le grand patronat est économique : pour compenser le coût de son avancée sociale, il propose... d'en sucer une autre ! En 2023, le gouvernement a mis en place une surcote parentale, pour améliorer le niveau de pension des femmes ayant eu des enfants. Le Medef entend la supprimer pour financer sa mesure. Selon la Cnav, la combinaison « nouveau mode de calcul du SAM + suppression de la surcote parentale » entraînerait une perte de pension pour un quart des femmes de 2 %. Inversement, un tiers y gagnerait, mais la hausse ne serait que de 1,5 % (15 euros dans notre exemple).

Conclusion de Régis Mezzasalma, de la CGT, à qui nous avons soumis ces chiffrages : « Cette hausse ne suffira pas à compenser les écarts de pension entre hommes et femmes. Par ailleurs, il est problématique qu'elle soit financée par une suppression de la surcote parentale : le Medef reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre ! » ■

CYPRIEN BOGANDA

Pourquoi la Chine effraie Donald Trump

ÉCONOMIE Le 11 juin, un accord temporaire entre Washington et Pékin a été signé. Pourtant, la Maison-Blanche continue d'imposer des sanctions contre sa rivale, qui poursuit sa progression, entre découplage états-unien et recomposition d'alliances.

Elle est, selon la Maison-Blanche, la « menace principale » qui pèse sur le monde. Sur une planète déchirée par les guerres et les inégalités, la Chine est dépeinte outre-Pacifique comme une affreuse dictature qu'il faudrait endiguer, et qui réveille à Washington les pulsions maccarthystes les plus délirantes envers ses ressortis-sants. Si Barack Obama opérait dès 2011 un « pivot asiatique » en opposition à Pékin, ses successeurs, Donald Trump et Joe Biden ont, eux, imposé une batterie de sanctions toujours plus poussées. Les dernières salves en date sont dues au républicain, avec qui les droits de douane sur les importations chinoises ont atteint jusqu'à 145 %. Mais, conscients des conséquences qu'une telle guerre commerciale peut avoir sur leurs peuples, Xi Jinping et Donald Trump ont dû rétropédaler. L'un pour continuer l'incroyable développement de son pays, l'autre pour calmer les sueurs froides du capital états-unien, soucieux de ne pas perdre le trône qu'il occupe depuis des décennies au profit d'un État communiste. Alors, après avoir fait rimer Genève avec trêve, à la mi-mai, les représentants des deux superpuissances ont choisi Londres pour s'entretenir, cette semaine. Menées par le vice-premier ministre chinois, He Lifeng, et le secrétaire d'État au Trésor

états-unien, Scott Bessent, les négociations ont abouti le 11 mai à un « accord » dont Donald Trump s'est félicité. « Les aimants complets et toutes les terres rares nécessaires seront fournis par la Chine », a-t-il affirmé sur son réseau Truth social.

La réalité est moins évidente. Pékin tempère que cet accord ne court que sur six mois, et que les terres rares, dont la Chine assure 92 % de la production raffinée mondiale, ne seront exportées que pour un usage civil, alors qu'elles sont aussi utilisées dans l'armement. En retour, les États-Unis s'engagent à continuer de délivrer des visas aux étudiants chinois, mais conservent « un total de 55 % de droits de douane, la Chine (à l'inverse) 10 % », a ajouté le président états-unien. Si la trêve est fragile, elle n'a pas de quoi ébranler la Chine, selon Ding Yifan, professeur d'économie à l'université Renmin de Pékin. « En fait, le climat est plutôt calme ici, assure-t-il à l'Humanité. Même au sein des provinces qui sont très exportatrices vers les États-Unis : des contrats ont été annulés, mais pas énormément, puisque, sur ces taxes réciproques, il y a beaucoup d'exemptions. »

UNE VOLONTÉ DE S'ÉMANCIPER DES PERTURBATIONS DU MARCHÉ INTERNATIONAL

La deuxième puissance mondiale doit tout de même s'employer à résoudre les problèmes du vieillissement de sa population, du chômage des jeunes et d'une crise de l'immobilier – autant de raisons qui la poussent à négocier. « Tous les Chinois sont inquiets, les jeunes et leurs parents, nuance Jean-Louis Rocca, professeur à Sciences-Po et spécialiste de la Chine. Même les diplômés ont beaucoup de mal à trouver un emploi, les autres n'ont d'autre choix que de se débrouiller, alors que leurs parents ont largement profité de la croissance, s'achetaient des voitures, un appartement, voyageaient... Pour autant, cette crise pourrait aider à transformer l'économie, comme les dirigeants le souhaitent depuis 2008, pour qu'elle soit plus centrée sur la consommation domestique, moins dépendante de l'extérieur. » Scott Bessent ne s'y est pas trompé, affirmant après les discussions que « la Chine dispose d'une opportunité unique pour stabiliser son économie en passant d'un excès de production à plus de consommation ».

Conscients des risques qu'une guerre commerciale peut entraîner, les deux dirigeants ont dû rétropédaler.

a quelques années (en 2018 – NDLR) à 14,7 % actuellement. » La chute est encore plus forte ces dernières semaines, puisque les exportations vers les États-Unis sont passées de 33 milliards de dollars en avril à 28,8 milliards en mai, selon les douanes chinoises.

L'AMBITION D'ÊTRE LA LOCOMOTIVE DES PAYS DU SUD GLOBAL

Pékin a donc dû remettre la main sur plusieurs secteurs, notamment les semi-conducteurs supérieurs à 18 nanomètres, utilisés pour les batteries de voitures ou les ordinateurs. « On a été forcés de le faire par les États-Unis ! » rappelle Ding Yifan, après que les producteurs de puces (surtout taïwanais) et de machines de lithographie (le Néerlandais ASML) ont été interdits de vendre leurs produits en Chine par les États-Unis. « La Chine ne peut que renforcer sa propre capacité de production, continue l'économiste, alors qu'elle se contentait d'en acheter autrefois. Et cela dans un laps de temps beaucoup plus court que prévu. » Le découplage passe aussi par la remise en question du dollar. Ces dix dernières années, le stock chinois de bons du Trésor américain a été réduit d'un tiers, tandis que ses avoirs en or ont plus que triplé sur la même période.

L'or, c'est justement la valeur sur laquelle s'aligneraient une éventuelle monnaie de la banque des Brics. L'ambition chinoise d'être la locomotive des pays du Sud global n'est pas dénuée d'intérêt, d'où son implication dans l'organisation. « Beaucoup de choses sont en train de bouger au sein des Brics », reconnaît Ding Yifan, qui évoque « la constitution d'une espèce de réserve en commun pour faire face à une éventuelle crise de liquidités internationale ». Celle-ci se rapproche dangereusement, dans la foulée de l'augmentation exceptionnelle de la dette fédérale états-unienne. « Je suis moins inquiet, affirme le spécialiste de la Chine Jean-Louis Rocca, des conséquences des politiques de Donald Trump – d'autant qu'elles changent tous les jours – que des obstacles à la mue de l'économie chinoise. L'endettement des gouvernements provinciaux est colossal, le prix de la santé et de l'éducation empêche les gens de consommer, les constructions immobilières chutent et la production est délocalisée, ce qui crée plus de chômage. »

UNE AUGMENTATION DES EXPORTATIONS VERS LA RUSSIE ET L'ASIE DU SUD-EST

Pour écouter cette gigantesque production, le PCC multiplie aussi les jetées de ponts dans la région. Il est devenu le premier partenaire de la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022. Moscou effectue d'ailleurs ses échanges en yuans, et les banques russes ont été intégrées au système de paiement chinois Cips. Autre échappatoire, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), que Pékin, désormais invité à ses sommets, ne cesse de draguer. Les exportations chinoises vers les

AVEC QUI LES PAYS ÉCHANGENT-ILS LE PLUS ?

En 20 ans, la Chine est devenue un partenaire commercial plus important que les États-Unis dans la majorité des pays du monde

■ COMMERCE PLUS AVEC LES ÉTATS-UNIS

■ COMMERCE PLUS AVEC LA CHINE

En 2000



En 2020



SOURCE : FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

États membres, au Vietnam par exemple, sont en hausse de 25 % ces dernières années. Reste l'Union européenne qui, malgré des échanges qui sont passés de 217 milliards de dollars en 2005 à 564 milliards en 2015 et à 785 milliards en 2024, « reste encore très réticente », analyse Ding Yifan. « Ce rapprochement est en tout cas vivement souhaité du côté de la Chine, affirme-t-il. Mais il y a un manque de confiance, alors que les entreprises chinoises acceptent de délocaliser une partie de la production des véhicules électriques vers l'Europe. »

La démarche de l'administration Xi, qui se pose volontiers comme garante du multilatéralisme, demeure différente de celle des États-Unis : Pékin collecte des dettes en développant les pays intégrés aux pharaoniques « nouvelles routes de la soie », tandis que

Washington continue de miser sur l'ingérence et l'armement. Les derniers résidents de la Maison-Blanche ont d'ailleurs mis en place plusieurs alliances militaires pour endiguer la Chine : le dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad), relancé en 2017, coalise le Japon, l'Inde et l'Australie ; Aukus, créé en 2021, rassemble l'Australie et le Royaume-Uni ; Jakus (2023) réunit les ennemis japonais et sud-coréen. De quoi renforcer les « chaînes d'îles », un encerclement de la Chine dans le Pacifique que les États-Unis ne cachent pas. L'accord du 11 mai paraît alors bien secondaire quand la guerre, commerciale ou non, n'est qu'un autre moyen de sauvegarder les intérêts du capital, qu'il soit chinois ou états-unien. ■

AXEL NODINOT

Migrants indésirables : la solution kosovare

RÉPRESSION Giorgia Meloni en rêve, Donald Trump le fait. Le républicain a obtenu du Kosovo que celui-ci « accueille » une cinquantaine de personnes expulsées des États-Unis.

Expédier les migrants dans un pays tiers désargenté, la méthode adoptée par la postfasciste et présidente du Conseil italien Giorgia Meloni, et sur laquelle louchent ouvertement nombre de dirigeants de l'Union européenne, a franchi l'océan Atlantique. Après les tentatives italiennes restées jusqu'ici infructueuses d'évacuer des centaines de migrants indésirables vers l'Albanie, Donald Trump a pris le relais en sollicitant un service analogue de la part du Kosovo, un pays encore plus pauvre de la région des Balkans.

Pristina n'a rien à refuser à Washington et l'a fait aussitôt savoir. Son chef de gouvernement, le nationaliste albanais Albin Kurti, a réagi illico sur son compte Facebook en déclarant, le 11 juin, que le Kosovo était prêt à accueillir immédiatement 50 migrants expulsés des États-Unis sur son territoire. Dans son message, il exprime « une reconnaissance éternelle » de son pays, indépendant depuis 2008, envers les États-Unis « pour leur soutien et leur coopération ». Les autorités kosovares ont poussé très loin leur américanophilie, puisque l'une des principales avenues de la capitale, Pristina, a été baptisée du nom de l'ex-président états-unien George W. Bush. Kurti ne s'étend pas, dans le détail, sur les conditions précises du deal passé avec l'administration Trump. Il clame cependant étrangement que les personnes envoyées au Kosovo seront sélectionnées « à partir d'une liste proposée » par les États-Unis.

COLLUSION INTERCONTINENTALE

Cette annonce intervient alors que les mobilisations se poursuivent en Californie contre la politique migratoire répressive de l'oligarque devenu président des États-Unis. Autre révélateur de la collusion intercontinentale des expérimentations fascisantes hostiles à l'immigration : elle se produit aussi quelques mois après la signature d'un accord entre Pristina et Copenhague. Le gouvernement danois de Mette Frederiksen, une autre adepte de la gouvernance la plus xénophobe, même si elle est camouflée dans un costume social-démocrate, a passé un accord avec le même Albin Kurti pour un « accueil » de prisonniers étrangers condamnés par le Danemark, qui devraient purger leur peine dans... une prison kosovare.

Au lieu de traiter les Balkans, avec la complicité désormais des États-Unis, « comme un entrepôt pour les migrants », l'Union européenne pourrait jouer un rôle important « en soutenant le développement de systèmes d'asile fonctionnels », fait remarquer l'ONG Human Rights Watch. ■

BRUNO ODENT

Donald Trump voulait mater les protestations, mais c'est tout le contraire qui est en train de se produire. Atlanta, Austin, San Antonio, Boston, Chicago, Denver, Indianapolis, Las Vegas, Milwaukee, New York, Raleigh, Seattle, Saint-Louis... Cinq jours après les premières manifestations à Los Angeles visant à dénoncer les interpellations d'étrangers en situation irrégulière, le phénomène contestataire se répand dans plusieurs villes états-unies – même si elles restent d'une ampleur limitée – et ce malgré les menaces de Washington d'intensifier l'envoi de militaires (lire notre édition du 11 juin).

« Si certains d'entre nous peuvent être arrachés à la rue sans mandat sur la seule base de soupçons ou de la couleur de peau, alors aucun d'entre nous n'est en sécurité », avait déclaré, mardi soir, Gavin Newsom, le gouverneur de la Californie. Directement menacé par l'hôte de la Maison-Blanche de se voir arrêté, le démocrate a fustigé la décision de l'administration fédérale de déployer – contre son avis – 4 000 réservistes de la garde nationale et 700 marines – un corps d'élite de l'armée d'active –, un comportement de « tyran » et une attaque directe, selon lui, du système démocratique. « Les régimes autoritaires commencent par cibler les personnes les

La protestation prend de l'ampleur aux États-Unis

DÉMOCRATIE Alors que les manifestations contre la politique migratoire de Donald Trump se multiplient, un mouvement national dénonçant ses dérives liberticides devrait se tenir ce samedi.

moins à même de se défendre ; mais ils ne s'arrêtent pas là. La Californie est peut-être la première, mais d'autres États suivront », a-t-il dénoncé. Accusant le gouvernement fédéral d'outrepasser ses pouvoirs, Gavin Newsom a demandé à la justice de suspendre la réquisition de la garde nationale.

En attendant, soutenue par les troupes de la garde nationale et alors que les marines pourraient bientôt être autorisés à procéder directement à des arrestations, la chasse aux migrants conduite par l'agence fédérale de l'immigration (ICE)

a franchi un palier avec le nouvel objectif affiché de 3 000 arrestations par jour.

Ces dernières heures, des organisations californiennes de défense des droits des migrants ont signalé sur les réseaux sociaux de multiples opérations menées par les agents de l'ICE, exposant ceux-ci dans des vidéos les montrant en train de persécuter des individus jusque dans des champs. L'État doré compterait plus de 255 000 travailleurs agricoles sans papiers.

Haussant la voix pour dénoncer des pratiques qui « criminalisent la migration » et

mettent en danger la sécurité et le bien-être de ses compatriotes, la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a invité son homologue à promouvoir, au contraire, « une réforme migratoire intégrale qui reconnaît le rôle des migrants » dans l'économie des États-Unis. Tout en réfutant les propos de la secrétaire à la Sécurité intérieure, Kristi Noem, qui l'avait accusée d'avoir encouragé la commission d'actes violents à Los Angeles. Celle-ci avait en fait repris une fake news lancée depuis les rangs de la droite mexicaine et partagée, comme de nombreuses autres, par une « trumposphère » paraissant chercher à provoquer une crise diplomatique entre les deux pays.

Annonces classées

Passez votre annonce dans

l'Humanité + magazine + www.humanite.fr

Contactez
- Laure Thierry
01 49 22 74 89
laure.thierry@comediance.fr



Vacances

VOYAGES
EN PARTENARIAT AVEC
TLC
TURISMO

Circuit Thaïlande
27 novembre au 08 décembre 2025
(12 jours/09 nuits)

L'essentiel de la Thaïlande : de la trépidante Bangkok jusqu'au nord plus traditionnel de Chang Mai avec Ayutthaya, ancienne capitale classée à l'unesco

Prix ttc : dès 2819 € /pers (20 pers minimum)

Détails du programme, informations et réservations sur demande

LVJ/TLC
02 79 01 02 68 contact@lvj-voyages.com

Divers

LM
Communication

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS

BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX, BANDEROLES, TEE-SHIRTS...

MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

Demandez votre devis au
02 32 18 07 70
LMcommunication.com

ANTIQUAIRE ACHÈTE AU PLUS HAUT PRIX DU MARCHÉ !

- MANTEAUX DE FOURRURE: vison, astrakan, renard, etc...
- BAGAGES DE LUXE: Hermès, Vuitton, Chanel, etc...
- ARGENTERIE: couverts et pièces de formes
- ARMES ANCIENNES: fusil, épée, pistolet, insigne, etc...
- MONTRES GOUSSET ET BRACELET: Rolex, Patek, Lip, Jaeger, etc...
- INSTRUMENTS DE MUSIQUE: piano, violon, saxo, etc...
- LIVRES ANCIENS: dictionnaire, bd, missel, Jules Verne, etc...
- MACHINES A COUDRE ET POSTES RADIO
- MEUBLES ET OBJETS ANCIENS: pendules, tableaux, sculptures, luminaires, miroirs, tous meubliers anciens, etc...
- VINS ET SPIRITUÉS: même périmés
- ART ASIATIQUE: porcelaine, jade, bronze, mobilier, etc...
- BIJOUX: or, argent, fantaisie, etc...
- PIÈCES DE MONNAIE: françaises et étrangères

PAIEMENT IMMÉDIAT
Estimation gratuite et déplacement gratuit dans toute la France

M. Stéphan Christophe : **06.03.68.63.45**
stefchristophe21@yahoo.fr

LUIS REYGADA

La recette est vieille mais elle marche à tous les coups. Pour dépoissier une compétition qui n'a jamais décollé et lui donner de la visibilité, il suffit d'aligner les zéros en termes de dotation et soudain tout le monde, ou presque, veut y participer. C'est ce qu'a fait la Fédération internationale de football (Fifa) pour relancer son Mondial des clubs, à l'intérêt sportif discutable, dont la nouvelle formule se tient du 14 juin au 13 juillet aux États-Unis.

Alors que 7 équipes se disputaient le trophée de façon quasi confidentielle chaque hiver sur dix jours pour une dotation globale de 15 millions d'euros, ce ne sont pas moins de 32 formations qui ont répondu présent pour cette nouvelle version d'un tournoi désormais quadriennal, doté de près de 1 milliard d'euros (925 millions). Le vainqueur de la compétition touchera jusqu'à 115 millions d'euros contre 5 petits millions lors de la dernière édition remportée par le Real Madrid en décembre 2024.

LE FLOP DE LA BILLETTERIE

Dans un contexte de colère en raison des cadences infernales, avec une plainte déposée en octobre 2024 par le syndicat mondial des joueurs (Fifpro) et l'Association européenne des ligues auprès de la Commission européenne contre la Fifa pour abus de position dominante concernant l'élaboration du calendrier, la puissante fédération a mis le paquet pour attirer les clubs. Les montants représentent plus du double de ceux versés à la Coupe du monde des nations, sa compétition phare. En 2022, pour la dernière édition au Qatar, la dotation globale était de 410 millions d'euros et la fédération argentine n'avait perçu « que » 40 millions d'euros en remportant le tournoi face à la France. Pas étonnant que les clubs se soient bousculés au portillon. Le public, lui, est moins réceptif. Les billets sont bradés et seules 25 000 places ont été vendues sur les 64 000 disponibles pour le match d'ouverture entre le club égyptien Al Ahly et l'états-unien Inter Miami.

Dans le détail, 440 millions d'euros seront distribués au titre de la performance sportive en fonction des victoires, des matchs nuls et des qualifications, et 486 millions d'euros au titre de la participation. Avec une fourchette entre 12 millions et 35 millions d'euros, les clubs européens se taillent la part du lion au niveau des primes de participation devant leurs homologues sud-américains (14 millions), tandis que les représentants de l'Asie, de l'Afrique, d'Amérique du Nord, centrale et des Caraïbes percevront 9 millions. Enfin, la formation néo-zélandaise d'Auckland City, seul club d'Océanie, touchera 3,3 millions d'euros.

Pour mettre en place ce Mondial, le président de la Fifa, Gianni Infantino, a reçu le soutien des clubs et notamment de la puissante

L'événement est soutenu par Nasser Al Khelaïfi, président du PSG et de l'Association des clubs européens.



Gianni Infantino, président de la Fifa, le 10 juin, à Miami (Floride) présente le trophée. EFE/GIORGIO VIERA/ABACAPRESS.COM

Coupe du monde des clubs, une riche idée ?

FOOTBALL La nouvelle formule de cette compétition internationale débute ce vendredi aux États-Unis avec 32 équipes. Pour attirer les participants, la puissante fédération redistribuera un pactole inédit de près de 1 milliard d'euros.

Association des clubs européens (ECA), dirigée par le président du PSG, Nasser Al Khelaïfi, fervent défenseur de l'épreuve. « Nous voulons être plus présents sur différents marchés, y compris aux États-Unis. La Coupe du monde des clubs est une excellente opportunité pour cela », a-t-il confié aux médias allemands *Bild* et *Die Welt*.

Concrètement, sur les 32 équipes en lice, 12 sont européennes dont le Real Madrid, Manchester City, le Bayern Munich ou

le PSG, unique représentant français, qui débute dimanche à Pasadena, en Californie, face à l'Atlético Madrid. On compte ensuite six clubs sud-américains, quatre africains, asiatiques et nord-américains, et un d'Océanie. L'intérêt sportif

est déjà sujet à caution avec l'invitation par exemple du RB Salzbourg, écrasé en 0-4 par Brest en Ligue des champions en octobre 2024, l'absence de Liverpool, champion de Premier League, ou encore la « qualification » de l'Inter Miami de Lionel Messi malgré son absence de titre depuis sa création, en 2018.

DE JUTEUX CONTRATS

Pour financer la manne distribuée aux clubs participants, la Fifa a noué de nombreux partenariats. À commencer par celui avec la plateforme britannique de streaming DAZN, qui a mis 1 milliard d'euros sur la table pour rafler les droits. La Fédération internationale a signé d'autres contrats juteux avec Coca-Cola, Bank of America, le groupe chinois de téléviseurs et d'électronique Hisense et le

brasseur belge AB InBev, mais aussi avec le fonds souverain saoudien (PIF) actionnaire de DAZN. Un partenariat qui interroge alors que la Fifa a attribué l'organisation de la Coupe du monde 2034 à l'Arabie saoudite.

À côté du milliard promis aux équipes participantes, les autres clubs ramasseront les miettes. « Un programme de solidarité sans précédent sera mis en place avec pour objectif de redistribuer un montant additionnel de 250 millions de dollars (232 millions d'euros) dans le football sur toute la planète », s'est targué le président de la Fifa, Gianni Infantino. Et le football féminin dans tout ça ? Le patron de la Fédération internationale a officialisé la tenue d'un tournoi similaire pour les footballeuses en 2028. Reste à désigner le pays hôte. ■

NICOLAS GUILLERMIN



Brian Wilson, en 1985,
à Los Angeles.
LESTER COHEN/WIREIMAGE

Brian Wilson, démiurge pop

DISPARITION Le leader des Beach Boys, décédé mercredi, a fait entrer la musique populaire dans l'âge adulte, en inventant des mélodies poignantes et des harmonies sophistiquées.

O

n se demandera encore longtemps comment de pochades d'ados californiens branchés surf a pu naître une musique d'une beauté renversante. Il y eut bien sûr l'émulation incroyable de ces sixties, mais aussi une prise du destin sur un gamin habité par les sons et une bande de frères et d'amis nés dans un pays qui n'attendait qu'eux. C'est aussi une histoire des États-Unis que raconte celle des Beach Boys, groupe familial de la petite bourgeoisie des années fastes dont Brian Wilson, mort mercredi, dans sa 83^e année, aura été le démiurge. Argent sale, violences familiales, démence, addictions, morts, il y avait tout cela derrière la vitrine clinquante des plaisirs faciles, des voitures rutilantes et des « beach parties » de fils de bonne famille que le groupe symbolise dès ses débuts.

C'est aussi par un retournement splendide que Brian Wilson aura, plus que tout autre, fait sortir la musique pop de son insouciance, comme des impératifs commerciaux, pour la plonger dans des abîmes de mélancolie et la porter irrémédiablement au rang d'art majeur. De ce geste révolutionnaire, de cette quête incessante de la mélodie parfaite et de l'harmonie divine, le musicien ne se remit jamais vraiment, affrontant jusqu'à sa mort une maladie mentale qui ne saurait toutefois résumer ni l'homme ni sa musique.

Dans son geste créatif, la postérité a retenu *Pet Sounds*, album enregistré en 1965, considéré comme l'un des plus grands de l'épopée rock. Fini les empilements de singles, place à l'album concept, pensé de bout en bout comme une seule et même œuvre. Brian Wilson remise ses Beach Boys aux chœurs pour concevoir, seul face à lui-même, ce projet assis sur un instrumentarium inouï avec une soixantaine de musiciens, et une maîtrise stupéfiante du studio et des harmonies vocales. Il y aura un avant et un après *Pet Sounds*, album noir et lumineux, au titre et à la pochette loufoques (le groupe donnant la bénédiction à des chèvres),

qui contient quelques-uns des sommets de l'écriture musicale moderne (*Wouldn't It Be Nice*, *God Only Knows*, *Don't Talk (Put Your Head on My Shoulder)*, *Caroline, No...*). Sidérés par son audace, les Beatles, qui viennent de publier *Rubber Soul*, sont poussés dans leurs retranchements. La légende veut que, quelques mois après la sortie de l'album, Paul McCartney se soit assis devant un piano pour jouer à Brian Wilson *She's Leaving Home*, l'un des morceaux de

leur prochaine album *Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band*. Brian Wilson s'avoue vaincu et remise au placard les bandes de ce qui devait être son chef-d'œuvre ultime, *Smile*, conçu avec le musicien Van Dyke Parks, plus parfait, plus inventif,

plus révolutionnaire que *Pet Sounds*, dont est sauvé, entre autres, *Good Vibrations*, morceau labyrinthique et d'une audace formelle qui fera date. Était-ce possible ? À trop vouloir tutoyer les dieux, le musicien, aidé par une consommation substantielle de drogues, sombre dans une démenance qui le guettait déjà depuis quelques années.

C'est souvent dans l'enfance que se cachent les fêlures, de celles qui s'incarnent dans les aigus déchirants de sa voix. Brian Wilson naît en 1943 dans une famille de commerçants aisés. Il est l'aîné d'une fratrie qui comprend Carl et Dennis, futurs guitariste et batteur des Beach Boys. Sourd d'une oreille à la suite d'une beigne infligée par un père violent, il témoigne de dons musicaux extraordinaires et s'affirme tout de suite comme le leader d'un groupe qui s'élargit à un cousin, Mike Love, et à un ami cher, Al Jardine. L'époque est aux groupes vocaux qui font le bonheur des fins de repas. Mais aussi au rock'n'roll dont les prémisses sont posées par Chuck Berry, héros du jeune Brian. La formation lance la mode surf avec un premier morceau, *Surfin'* (1961), suivi de *Surfin' Safari*, véritable tsunami qui embarque la jeunesse américaine. La maison de disques Capitol voit immédiatement en leur compositeur sa vache à lait. Non sans flair : *Surfin' USA*, *Surfer Girl*, *Barbara Ann*, *Get Around*, autant de niaiseries sophistiquées qui suscitent une hystérie collective. Mais Brian Wilson voit plus grand et supporte mal le cadre contraint du business. Il met à profit son amour de Phil Spector, autre génie musical ratrappé par la folie, pour imaginer des harmonies entrelacées bâties sur un son d'une profondeur spectrale, et son admiration pour les Beatles pour se débarrasser des fadaises californiennes. Les albums *Today !* et *Summer Days (and Summer Nights!!)* publiés en 1965 sont déjà des chefs-d'œuvre.

SMILE, L'ALBUM MYTHIQUE RESSUSCITÉ

Le musicien commence alors à témoigner de troubles mentaux et reste enfermé des semaines, des mois dans son appartement ou en studio, refusant d'affronter la scène. Retranché, il rumine les harmonies qui jailliront sur *Pet Sounds*, avant de trébucher pour ne plus jamais vraiment se relever. Ironie de l'histoire, c'est en disparaissant qu'il laisse une place à son frère Dennis, qui s'affirme comme un admirable compositeur. Mais c'est bien le fantôme de Brian qui rôde sur les albums *Wild Honey*, *Friends*, *20/20*, et surtout *Sunflower* et *Surf's Up*, publiés entre 1967 et 1971, pour lesquels le musicien, extrait de sa torpeur, lègue des compositions majeures. Enferré dans un interminable procès avec Mike Love qui réclame la paternité de certains titres (mais ne goûtait guère *Pet Sounds*), et pris entre les griffes d'un psychologue véreux, Eugene Landy, qui lui administre des traitements de choc, il ne réapparaîtra vraiment qu'avec *Love and Mercy* (1988), dont l'évidence mélodique de la chanson-titre rappelle le génie qu'il était. Il aura finalement fallu attendre 2004 pour que le musicien rebricole avec superbe *Smile*, album mythique qui s'offre enfin aux oreilles du monde, et qu'il puisse trôner au côté des géants de la musique populaire. ■

CLÉMENT GARCIA

Ours, sur le fil de l'émotion

CHANSON Charles Souchon, alias Ours, défend sur scène *le Spleen d'une vie sublime*, un cinquième opus épuré empli d'une sensibilité touchante. L'artiste de 47 ans poursuit parallèlement sa tournée avec son père, Alain, et son frère Pierre.

Le Spleen d'une vie sublime, d'Ours, Capitol

Ce soir du 22 mai à l'Européen, à Paris, Ours est assis au bord de la scène et chante en toute simplicité, juste escorté d'un piano. L'auteur-compositeur partage de beaux moments d'intimité avec son public. « Je veux casser les barrières pour être plus proche des gens, confie le chanteur. Il n'y a rien de plus beau que la vérité d'un piano-voix ou d'une guitare-voix car c'est brut. Cela correspond à l'esprit de mon album qui est moins orchestré avec des morceaux pas trop habillés, sans chichis. Dans cette phase de ma vie, j'ai besoin d'aller au cœur de l'émotion. »

À LA POURSUITE D'UN IDÉAL

Un dépouillement qui met en valeur son écriture sensible et pleine de douceur. À l'image du titre *le Spleen d'une vie sublime* où il évoque la nostalgie du temps qui passe (« Après la danse, les turbulences/Tout ce qu'on a vécu/Après la chance, la chance immense/La vie qu'on aura eue »). Pour la référence, on pense bien sûr au recueil de Baudelaire *le Spleen de Paris*. « Pour Baudelaire, le spleen revient à s'ennuyer, pour moi c'était plutôt un coup de blues, j'étais dans le vague. Et quand cet état me reprend, je me dis : qu'est-ce que ma vie aura été jolie et elle va être encore plus belle. D'où le fait d'avoir accolé "spleen" avec "vie sublime". »

Dans *le Carnaval de Dunkerque*, Ours livre un portrait plein d'humanité de la ville du Nord (« Sous les grues du chantier naval/Des hommes multicolores/Dunkerque le temps d'un carnaval/Fait vibrer la grisaille du Nord »). « J'y suis allé petit, j'y suis retourné plus tard. Avec ses chansons paillassées, ce carnaval est une fête folle. Et c'est aussi très émouvant parce qu'en février, le ciel est gris, c'est un peu austère, et d'un coup, il y a toutes ces couleurs, ces gens qui se réchauffent en faisant la fête, en se déguisant pour envoyer tout valser. Ce besoin de réconfort de l'humain dans des moments parfois difficiles me touche. »

L'émotion affleure aussi dans *Pleure comme un homme* (« Si



« Il n'y a rien de plus beau que la vérité d'un piano-voix ou d'une guitare-voix », confie l'auteur-compositeur. NICOLAS DESPIG

j'avais le courage du marin/Après des mois quand il revient/Qui se laisse pleurer devant les siens/Si j'avais ce courage au moins »).

« Cette chanson est très autobiographique. J'ai des émotions mais je me mets des barrières un peu stupides, je retiens mes larmes,

« J'essaye de cultiver l'optimisme qui est pour moi une philosophie. »
OURS

j'en ai même un peu honte parce que je trouve que c'est tellement plus viril de pleurer et d'assumer. »

Et quelle émotion d'entendre l'artiste fredonner sur scène *À quoi tu penses ?* avec son père, Alain Souchon, et son frère guitariste Pierre ! « Chacun signe ses propres

couples. Mon père se demande si sa jolie vie n'est pas un peu finie, mon frère évoque ses désillusions et moi je parle de la vie de couple. »

Ours poursuit un idéal : celui de rester positif, quoi qu'il en coûte. « En ce moment, le climat est très anxiogène, ce qui me fait peur, c'est le retour des vieilles idées avec la montée du fascisme, de l'antisémitisme, et ce qui se passe à Gaza est absolument monstrueux. J'essaye malgré tout de cultiver l'optimisme qui est pour moi une philosophie. Dans mes chansons mélancoliques, j'ail'impression de dire : ça va aller. » ■

INGRID POHU

En concert du 25 au 28 juin au festival Archéo Jazz à Blainville-Crevon (Seine-Maritime). Et le 15 juin au Dôme de Paris avec Alain et Pierre Souchon. Toutes les dates sur oursmusiqueoff.com



Le stand de l'association lors de la Fête de l'Humanité 2019, à La Courneuve. JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

«À celles et ceux qui veulent s'engager, je dis rejoignez-nous!»

PRESSE Hervé Bramy est président de la S2LH. L'assemblée générale de l'association se tient samedi 14 juin, à partir de 9 h 30, à l'auditorium de l'Humanité.

L'assemblée générale est un moment central de la vie de l'association, que va-t-il s'y décider ? Nous allons bien sûr renouveler nos instances, voter le compte financier et le rapport d'activité. Mais le plus important est le rapport d'orientation. Il va décliner ce que signifie être lecteur et propriétaire du journal, dans un contexte de concentration de la presse détenu par les milliardaires, et qui roule principalement pour l'alliance des droites et de l'extrême droite. Derrière l'Humanité, il n'y a pas de milliardaires pour combler les déficits ou donner les moyens du développement. Tout cela repose principalement sur

les lecteurs et les lectrices. La bataille pour multiplier le nombre de lecteurs et d'abonnés est donc centrale.

Comment se décline-t-elle ?

Engardant ses lecteurs, d'abord. Quelqu'un qui est mal desservi peut se désabonner. Nous avons donc demandé à La Poste de mettre en place le numéro gratuit 36 31 pour que les lecteurs puissent faire remonter leurs problèmes de distribution.

Est-ce efficace ?

On est en difficulté pour bien le mesurer car, au bout du fil, c'est une intelligence artificielle. L'assemblée générale va constituer une délégation pour aller revoir la direction de La Poste et exiger

un véritable interlocuteur. Pour les journaux, La Poste veut privilégier le portage, ce qui peut marcher en région parisienne, mais, en milieu rural par exemple, c'est extrêmement compliqué. Distribuer les journaux fait pourtant partie de ses missions officielles.

Il y a d'autres axes à votre campagne...

On a repris la proposition de Fabien Gay de taxer à 1 % le budget de la publicité. Cela éviterait de solliciter l'État. Entre la presse écrite, audiovisuelle et Internet, le marché de la publicité représente 22 milliards, soit 220 millions d'euros de captation possible, pour l'Humanité mais aussi pour toute la presse indépendante à faibles ressources publicitaires.

On fait signer une pétition, qui, pour l'instant, a recueilli un peu plus de 700 signatures... Ça stagne, donc on a besoin d'alimenter politiquement la bataille. Mais j'y reviens et j'insiste : si on veut garantir la pérennité du journal, il faut un plus grand nombre de lecteurs et d'abonnés.

La S2LH va reprendre son engagement de faire baisser le prix de l'abonnement en le compensant financièrement. En faisant cela sur les deux dernières années, on a versé plus de 52 000 euros à l'Humanité.

Vous multipliez les initiatives, mais cela passe aussi par l'implantation locale. Comment fait-on pour monter une société de lecteurs ?

Nous avons environ 9 000 contacts en France de personnes qui ont été en relation avec la S2LH, qui ont déjà adhéré, qui n'ont pas renouvelé leur adhésion. On en rencontre beaucoup en manifestation, dans les initiatives locales... À chaque fois que nous sommes sollicités, nous répondons présent. L'association a atteint les 1 800 adhérents l'an dernier, un peu moins cette année. Nous aimerais arriver à 2 000 adhérents. Alors à celles et ceux qui veulent s'engager, je dis rejoignez-nous ! C'est très facile, nous avons des statuts types, il suffit de nous contacter pour plus d'informations à lectriceslecteurs@humanite.fr. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR GRÉGORY MARIN



Adhésion 2025 à la S2LH

L'Humanité appartient à ses lecteurs : adhérez à la S2LH !

- Je règle ma cotisation 2025 de **20 euros** ou je verse la somme de _____ euros.
- Je souhaite recevoir l'imprimé pour le prélèvement automatique.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Téléphone : _____
Courriel : _____

Chèque uniquement à l'ordre de la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité.
A renvoyer à la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité à l'aide de l'enveloppe T jointe.
Pour celles et ceux qui disposent d'un comité dans leur département, nous vous invitons à prendre contact, avant tout règlement, avec les responsables de celui-ci (coordonnées sur notre site Internet).



Adhésion 2025 à la S2LH

L'Humanité appartient à ses lecteurs : adhérez à la S2LH !

- Je règle ma cotisation 2025 de **20 euros** ou je verse la somme de _____ euros.
- Je souhaite recevoir l'imprimé pour le prélèvement automatique.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Téléphone : _____
Courriel : _____

Chèque uniquement à l'ordre de la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité.
A renvoyer à la Société des lectrices et lecteurs de l'Humanité à l'aide de l'enveloppe T jointe.
Pour celles et ceux qui disposent d'un comité dans leur département, nous vous invitons à prendre contact, avant tout règlement, avec les responsables de celui-ci (coordonnées sur notre site Internet).

Carnet



Jacky Lelarge est décédé à l'âge de 77 ans. Né à Paris, l'ouvrier rotativiste démarre très jeune dans une imprimerie de la capitale puis rejoint Bayard Presse dans les Hauts-de-Seine. Adhérent au PCF, syndiqué à la CGT, il réside alors à Malakoff. Administrateur de *la Terre* depuis la fin des années 1990, il s'engage entièrement dans la vie et la gestion du journal à destination du monde agricole, dans sa diffusion, ou encore sa présence au Salon de l'agriculture. Patrick Le Hyaric, directeur de *la Terre* à partir de 1994, lui a rendu un hommage : « Avec détermination, Jacky fit tout ce qu'il fallait pour tenir, alors que les vents contraires jouaient contre notre hebdomadaire rural. » Avec son épouse, Brigitte, le retraité vivait depuis plus de vingt ans à Champigny (Val-de-Marne). Militant du quartier du Plant, membre de la direction de la section du PCF, il s'impliquait dans les tâches d'organisation, mais aussi dans la diffusion régulière de *l'Humanité*. Ses obsèques auront lieu le 20 juin, levée du corps à 9 heures à la salle funéraire de Champigny, suivie à 11 heures de l'inhumation au cimetière de Saint-Denis-lès-Rebais, en Seine-et-Marne. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.



l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal *l'Humanité* (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborsch@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 55**Publicité** Comédiance.

Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de *l'Humanité***Impression POP** (La Courneuve),

SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes),

MidiPrint (Gallargues)

Numéro ISSN 0242-6870**Dépôt légal** Date de parution**Commission paritaire** 1124 C 79615**Tirage du 11 juin 2025** 25705 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation Plوت : 0,01 kg/tonne.



JAZZ VIEILLE

PROGRAMMATION 2025

BEN HARPER • MESHELL NDEGEOCELLO
MICHAEL KIWANUKA • MADELEINE PEYROUX
KAMASI WASHINGTON • THEE SACRED SOULS
DEE DEE BRIDGEWATER • GOLDLINK • KASSAV'
AVISHAI COHEN • DIANNE REEVES • JAMIE CULLUM
ANNE PACEO • PAROV STELAR • REJJIE SNOW
THOMAS DUTRONC • DABEULL • DHAFER YOUSSEF
TIKEN JAH FAKOLY • BEN L'ONCLE SOUL...

Programmation complète sur jazzvieille.com

Liens : L-D-26-78 / L-D-26-81 / L-D-26-106

Sponsoring : SPOT, RATP, NINKASI, BFM, RÉSEAU, Le Monde, L'Humanité, mezzo, L'ÉQUIPE, L'ÉQUIPE 24, L'ÉQUIPE 25, L'ÉQUIPE 26, L'ÉQUIPE 27, L'ÉQUIPE 28, L'ÉQUIPE 29, L'ÉQUIPE 30, L'ÉQUIPE 31, L'ÉQUIPE 32, L'ÉQUIPE 33, L'ÉQUIPE 34, L'ÉQUIPE 35, L'ÉQUIPE 36, L'ÉQUIPE 37, L'ÉQUIPE 38, L'ÉQUIPE 39, L'ÉQUIPE 40, L'ÉQUIPE 41, L'ÉQUIPE 42, L'ÉQUIPE 43, L'ÉQUIPE 44, L'ÉQUIPE 45, L'ÉQUIPE 46, L'ÉQUIPE 47, L'ÉQUIPE 48, L'ÉQUIPE 49, L'ÉQUIPE 50, L'ÉQUIPE 51, L'ÉQUIPE 52, L'ÉQUIPE 53, L'ÉQUIPE 54, L'ÉQUIPE 55, L'ÉQUIPE 56, L'ÉQUIPE 57, L'ÉQUIPE 58, L'ÉQUIPE 59, L'ÉQUIPE 60, L'ÉQUIPE 61, L'ÉQUIPE 62, L'ÉQUIPE 63, L'ÉQUIPE 64, L'ÉQUIPE 65, L'ÉQUIPE 66, L'ÉQUIPE 67, L'ÉQUIPE 68, L'ÉQUIPE 69, L'ÉQUIPE 70, L'ÉQUIPE 71, L'ÉQUIPE 72, L'ÉQUIPE 73, L'ÉQUIPE 74, L'ÉQUIPE 75, L'ÉQUIPE 76, L'ÉQUIPE 77, L'ÉQUIPE 78, L'ÉQUIPE 79, L'ÉQUIPE 80, L'ÉQUIPE 81, L'ÉQUIPE 82, L'ÉQUIPE 83, L'ÉQUIPE 84, L'ÉQUIPE 85, L'ÉQUIPE 86, L'ÉQUIPE 87, L'ÉQUIPE 88, L'ÉQUIPE 89, L'ÉQUIPE 90, L'ÉQUIPE 91, L'ÉQUIPE 92, L'ÉQUIPE 93, L'ÉQUIPE 94, L'ÉQUIPE 95, L'ÉQUIPE 96, L'ÉQUIPE 97, L'ÉQUIPE 98, L'ÉQUIPE 99, L'ÉQUIPE 100, L'ÉQUIPE 101, L'ÉQUIPE 102, L'ÉQUIPE 103, L'ÉQUIPE 104, L'ÉQUIPE 105, L'ÉQUIPE 106, L'ÉQUIPE 107, L'ÉQUIPE 108, L'ÉQUIPE 109, L'ÉQUIPE 110, L'ÉQUIPE 111, L'ÉQUIPE 112, L'ÉQUIPE 113, L'ÉQUIPE 114, L'ÉQUIPE 115, L'ÉQUIPE 116, L'ÉQUIPE 117, L'ÉQUIPE 118, L'ÉQUIPE 119, L'ÉQUIPE 120, L'ÉQUIPE 121, L'ÉQUIPE 122, L'ÉQUIPE 123, L'ÉQUIPE 124, L'ÉQUIPE 125, L'ÉQUIPE 126, L'ÉQUIPE 127, L'ÉQUIPE 128, L'ÉQUIPE 129, L'ÉQUIPE 130, L'ÉQUIPE 131, L'ÉQUIPE 132, L'ÉQUIPE 133, L'ÉQUIPE 134, L'ÉQUIPE 135, L'ÉQUIPE 136, L'ÉQUIPE 137, L'ÉQUIPE 138, L'ÉQUIPE 139, L'ÉQUIPE 140, L'ÉQUIPE 141, L'ÉQUIPE 142, L'ÉQUIPE 143, L'ÉQUIPE 144, L'ÉQUIPE 145, L'ÉQUIPE 146, L'ÉQUIPE 147, L'ÉQUIPE 148, L'ÉQUIPE 149, L'ÉQUIPE 150, L'ÉQUIPE 151, L'ÉQUIPE 152, L'ÉQUIPE 153, L'ÉQUIPE 154, L'ÉQUIPE 155, L'ÉQUIPE 156, L'ÉQUIPE 157, L'ÉQUIPE 158, L'ÉQUIPE 159, L'ÉQUIPE 160, L'ÉQUIPE 161, L'ÉQUIPE 162, L'ÉQUIPE 163, L'ÉQUIPE 164, L'ÉQUIPE 165, L'ÉQUIPE 166, L'ÉQUIPE 167, L'ÉQUIPE 168, L'ÉQUIPE 169, L'ÉQUIPE 170, L'ÉQUIPE 171, L'ÉQUIPE 172, L'ÉQUIPE 173, L'ÉQUIPE 174, L'ÉQUIPE 175, L'ÉQUIPE 176, L'ÉQUIPE 177, L'ÉQUIPE 178, L'ÉQUIPE 179, L'ÉQUIPE 180, L'ÉQUIPE 181, L'ÉQUIPE 182, L'ÉQUIPE 183, L'ÉQUIPE 184, L'ÉQUIPE 185, L'ÉQUIPE 186, L'ÉQUIPE 187, L'ÉQUIPE 188, L'ÉQUIPE 189, L'ÉQUIPE 190, L'ÉQUIPE 191, L'ÉQUIPE 192, L'ÉQUIPE 193, L'ÉQUIPE 194, L'ÉQUIPE 195, L'ÉQUIPE 196, L'ÉQUIPE 197, L'ÉQUIPE 198, L'ÉQUIPE 199, L'ÉQUIPE 200, L'ÉQUIPE 201, L'ÉQUIPE 202, L'ÉQUIPE 203, L'ÉQUIPE 204, L'ÉQUIPE 205, L'ÉQUIPE 206, L'ÉQUIPE 207, L'ÉQUIPE 208, L'ÉQUIPE 209, L'ÉQUIPE 210, L'ÉQUIPE 211, L'ÉQUIPE 212, L'ÉQUIPE 213, L'ÉQUIPE 214, L'ÉQUIPE 215, L'ÉQUIPE 216, L'ÉQUIPE 217, L'ÉQUIPE 218, L'ÉQUIPE 219, L'ÉQUIPE 220, L'ÉQUIPE 221, L'ÉQUIPE 222, L'ÉQUIPE 223, L'ÉQUIPE 224, L'ÉQUIPE 225, L'ÉQUIPE 226, L'ÉQUIPE 227, L'ÉQUIPE 228, L'ÉQUIPE 229, L'ÉQUIPE 230, L'ÉQUIPE 231, L'ÉQUIPE 232, L'ÉQUIPE 233, L'ÉQUIPE 234, L'ÉQUIPE 235, L'ÉQUIPE 236, L'ÉQUIPE 237, L'ÉQUIPE 238, L'ÉQUIPE 239, L'ÉQUIPE 240, L'ÉQUIPE 241, L'ÉQUIPE 242, L'ÉQUIPE 243, L'ÉQUIPE 244, L'ÉQUIPE 245, L'ÉQUIPE 246, L'ÉQUIPE 247, L'ÉQUIPE 248, L'ÉQUIPE 249, L'ÉQUIPE 250, L'ÉQUIPE 251, L'ÉQUIPE 252, L'ÉQUIPE 253, L'ÉQUIPE 254, L'ÉQUIPE 255, L'ÉQUIPE 256, L'ÉQUIPE 257, L'ÉQUIPE 258, L'ÉQUIPE 259, L'ÉQUIPE 260, L'ÉQUIPE 261, L'ÉQUIPE 262, L'ÉQUIPE 263, L'ÉQUIPE 264, L'ÉQUIPE 265, L'ÉQUIPE 266, L'ÉQUIPE 267, L'ÉQUIPE 268, L'ÉQUIPE 269, L'ÉQUIPE 270, L'ÉQUIPE 271, L'ÉQUIPE 272, L'ÉQUIPE 273, L'ÉQUIPE 274, L'ÉQUIPE 275, L'ÉQUIPE 276, L'ÉQUIPE 277, L'ÉQUIPE 278, L'ÉQUIPE 279, L'ÉQUIPE 280, L'ÉQUIPE 281, L'ÉQUIPE 282, L'ÉQUIPE 283, L'ÉQUIPE 284, L'ÉQUIPE 285, L'ÉQUIPE 286, L'ÉQUIPE 287, L'ÉQUIPE 288, L'ÉQUIPE 289, L'ÉQUIPE 290, L'ÉQUIPE 291, L'ÉQUIPE 292, L'ÉQUIPE 293, L'ÉQUIPE 294, L'ÉQUIPE 295, L'ÉQUIPE 296, L'ÉQUIPE 297, L'ÉQUIPE 298, L'ÉQUIPE 299, L'ÉQUIPE 300, L'ÉQUIPE 301, L'ÉQUIPE 302, L'ÉQUIPE 303, L'ÉQUIPE 304, L'ÉQUIPE 305, L'ÉQUIPE 306, L'ÉQUIPE 307, L'ÉQUIPE 308, L'ÉQUIPE 309, L'ÉQUIPE 310, L'ÉQUIPE 311, L'ÉQUIPE 312, L'ÉQUIPE 313, L'ÉQUIPE 314, L'ÉQUIPE 315, L'ÉQUIPE 316, L'ÉQUIPE 317, L'ÉQUIPE 318, L'ÉQUIPE 319, L'ÉQUIPE 320, L'ÉQUIPE 321, L'ÉQUIPE 322, L'ÉQUIPE 323, L'ÉQUIPE 324, L'ÉQUIPE 325, L'ÉQUIPE 326, L'ÉQUIPE 327, L'ÉQUIPE 328, L'ÉQUIPE 329, L'ÉQUIPE 330, L'ÉQUIPE 331, L'ÉQUIPE 332, L'ÉQUIPE 333, L'ÉQUIPE 334, L'ÉQUIPE 335, L'ÉQUIPE 336, L'ÉQUIPE 337, L'ÉQUIPE 338, L'ÉQUIPE 339, L'ÉQUIPE 340, L'ÉQUIPE 341, L'ÉQUIPE 342, L'ÉQUIPE 343, L'ÉQUIPE 344, L'ÉQUIPE 345, L'ÉQUIPE 346, L'ÉQUIPE 347, L'ÉQUIPE 348, L'ÉQUIPE 349, L'ÉQUIPE 350, L'ÉQUIPE 351, L'ÉQUIPE 352, L'ÉQUIPE 353, L'ÉQUIPE 354, L'ÉQUIPE 355, L'ÉQUIPE 356, L'ÉQUIPE 357, L'ÉQUIPE 358, L'ÉQUIPE 359, L'ÉQUIPE 360, L'ÉQUIPE 361, L'ÉQUIPE 362, L'ÉQUIPE 363, L'ÉQUIPE 364, L'ÉQUIPE 365, L'ÉQUIPE 366, L'ÉQUIPE 367, L'ÉQUIPE 368, L'ÉQUIPE 369, L'ÉQUIPE 370, L'ÉQUIPE 371, L'ÉQUIPE 372, L'ÉQUIPE 373, L'ÉQUIPE 374, L'ÉQUIPE 375, L'ÉQUIPE 376, L'ÉQUIPE 377, L'ÉQUIPE 378, L'ÉQUIPE 379, L'ÉQUIPE 380, L'ÉQUIPE 381, L'ÉQUIPE 382, L'ÉQUIPE 383, L'ÉQUIPE 384, L'ÉQUIPE 385, L'ÉQUIPE 386, L'ÉQUIPE 387, L'ÉQUIPE 388, L'ÉQUIPE 389, L'ÉQUIPE 390, L'ÉQUIPE 391, L'ÉQUIPE 392, L'ÉQUIPE 393, L'ÉQUIPE 394, L'ÉQUIPE 395, L'ÉQUIPE 396, L'ÉQUIPE 397, L'ÉQUIPE 398, L'ÉQUIPE 399, L'ÉQUIPE 400, L'ÉQUIPE 401, L'ÉQUIPE 402, L'ÉQUIPE 403, L'ÉQUIPE 404, L'ÉQUIPE 405, L'ÉQUIPE 406, L'ÉQUIPE 407, L'ÉQUIPE 408, L'ÉQUIPE 409, L'ÉQUIPE 410, L'ÉQUIPE 411, L'ÉQUIPE 412, L'ÉQUIPE 413, L'ÉQUIPE 414, L'ÉQUIPE 415, L'ÉQUIPE 416, L'ÉQUIPE 417, L'ÉQUIPE 418, L'ÉQUIPE 419, L'ÉQUIPE 420, L'ÉQUIPE 421, L'ÉQUIPE 422, L'ÉQUIPE 423, L'ÉQUIPE 424, L'ÉQUIPE 425, L'ÉQUIPE 426, L'ÉQUIPE 427, L'ÉQUIPE 428, L'ÉQUIPE 429, L'ÉQUIPE 430, L'ÉQUIPE 431, L'ÉQUIPE 432, L'ÉQUIPE 433, L'ÉQUIPE 434, L'ÉQUIPE 435, L'ÉQUIPE 436, L'ÉQUIPE 437, L'ÉQUIPE 438, L'ÉQUIPE 439, L'ÉQUIPE 440, L'ÉQUIPE 441, L'ÉQUIPE 442, L'ÉQUIPE 443, L'ÉQUIPE 444, L'ÉQUIPE 445, L'ÉQUIPE 446, L'ÉQUIPE 447, L'ÉQUIPE 448, L'ÉQUIPE 449, L'ÉQUIPE 450, L'ÉQUIPE 451, L'ÉQUIPE 452, L'ÉQUIPE 453, L'ÉQUIPE 454, L'ÉQUIPE 455, L'ÉQUIPE 456, L'ÉQUIPE 457, L'ÉQUIPE 458, L'ÉQUIPE 459, L'ÉQUIPE 460, L'ÉQUIPE 461, L'ÉQUIPE 462, L'ÉQUIPE 463, L'ÉQUIPE 464, L'ÉQUIPE 465, L'ÉQUIPE 466, L'ÉQUIPE 467, L'ÉQUIPE 468, L'ÉQUIPE 469, L'ÉQUIPE 470, L'ÉQUIPE 471, L'ÉQUIPE 472, L'ÉQUIPE 473, L'ÉQUIPE 474, L'ÉQUIPE 475, L'ÉQUIPE 476, L'ÉQUIPE 477, L'ÉQUIPE 478, L'ÉQUIPE 479, L'ÉQUIPE 480, L'ÉQUIPE 481, L'ÉQUIPE 482, L'ÉQUIPE 483, L'ÉQUIPE 484, L'ÉQUIPE 485, L'ÉQUIPE 486, L'ÉQUIPE 487, L'ÉQUIPE 488, L'ÉQUIPE 489, L'ÉQUIPE 490, L'ÉQUIPE 491, L'ÉQUIPE 492, L'ÉQUIPE 493, L'ÉQUIPE 494, L'ÉQUIPE 495, L'ÉQUIPE 496, L'ÉQUIPE 497, L'ÉQUIPE 498, L'ÉQUIPE 499, L'ÉQUIPE 500, L'ÉQUIPE 501, L'ÉQUIPE 502, L'ÉQUIPE 503, L'ÉQUIPE 504, L'ÉQUIPE 505, L'ÉQUIPE 506, L'ÉQUIPE 507, L'ÉQUIPE 508, L'ÉQUIPE 509, L'ÉQUIPE 510, L'ÉQUIPE 511, L'ÉQUIPE 512, L'ÉQUIPE 513, L'ÉQUIPE 514, L'ÉQUIPE 515, L'ÉQUIPE 516, L'ÉQUIPE 517, L'ÉQUIPE 518, L'ÉQUIPE 519, L'ÉQUIPE 520, L'ÉQUIPE 521, L'ÉQUIPE 522, L'ÉQUIPE 523, L'ÉQUIPE 524, L'ÉQUIPE 525, L'ÉQUIPE 526, L'ÉQUIPE 527, L'ÉQUIPE 528, L'ÉQUIPE 529, L'ÉQUIPE 530, L'ÉQUIPE 531, L'ÉQUIPE 532, L'ÉQUIPE 533, L'ÉQUIPE 534, L'ÉQUIPE 535, L'ÉQUIPE 536, L'ÉQUIPE 537, L'ÉQUIPE 538, L'ÉQUIPE 539, L'ÉQUIPE 540, L'ÉQUIPE 541, L'ÉQUIPE 542, L'ÉQUIPE 543, L'ÉQUIPE 544, L'ÉQUIPE 545, L'ÉQUIPE 546, L'ÉQUIPE 547, L'ÉQUIPE 548, L'ÉQUIPE 549, L'ÉQUIPE 550, L'ÉQUIPE 551, L'ÉQUIPE 552, L'ÉQUIPE 553, L'ÉQUIPE 554, L'ÉQUIPE 555, L'ÉQUIPE 556, L'ÉQUIPE 557, L'ÉQUIPE 558, L'ÉQUIPE 559, L'ÉQUIPE 560, L'ÉQUIPE 561, L'ÉQUIPE 562, L'ÉQUIPE 563, L'ÉQUIPE 564, L'ÉQUIPE 565, L'ÉQUIPE 566, L'ÉQUIPE 567, L'ÉQUIPE 568, L'ÉQUIPE 569, L'ÉQUIPE

ANNIVERSAIRE Le combat syndical, un combat dépassé ? Pas si l'on en croit les conclusions du sondage Cluster17, commandé par la confédération qui souffle ses 130 bougies ce 13 juin, à Montreuil : 44 % des jeunes déclarent avoir confiance en elle pour défendre leurs intérêts. Rencontre entre Sophie Binet et quatre jeunes adhérents.

Pour fêter ses 130 ans, la CGT met les jeunes à l'honneur. Ce vendredi 13 juin, la confédération tient à son siège de Montreuil une journée nationale dédiée à la jeunesse syndiquée et au monde du travail. Près de 500 jeunes syndiqués CGT sont attendus, avant une soirée festive, devant la mairie de la commune de Seine-Saint-Denis. Pour l'occasion, le syndicat a commandé un sondage auprès de Cluster17, pour identifier les priorités des moins de 35 ans : emploi, salaire, retraite, droits syndicaux, écologie, logement, services publics, discriminations sont des enjeux prégnants chez les jeunes. Si seulement 5 % d'entre eux se déclarent syndiqués (dont 2 % à la CGT), ils sont 75 % à connaître « plutôt bien » ou « très bien » la centrale, dont l'image est plus positive dans la jeunesse que dans l'ensemble du salariat. *L'Humanité* a donc convié la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, à dialoguer avec quatre jeunes adhérents : Cyriane Jacquemin, 28 ans, employée en sport adapté dans un centre communal d'action sociale ; Yoann Regis, 29 ans, technicien polyvalent à Enedis ; Ophélie Texier-Pieri, 33 ans, cadre à EDF ; et Adèle Tellez, 33 ans, jardinière et responsable d'une union locale CGT.

Selon le sondage de Cluster17, 44 % des jeunes déclarent avoir confiance en la CGT pour défendre leurs intérêts de travailleurs. C'est plus que la moyenne des syndicats auprès des salariés. Comment traduire ce crédit en syndicalisation ?

Sophie Binet Cet engouement est une tendance structuelle : les jeunes ont une bonne image du syndicalisme et de la CGT. Ce sondage bat en brèche l'idée d'une jeune génération individualiste ou qui rechigne à s'engager. Cependant, les jeunes se syndiquent peu. C'est de notre responsabilité et, indéniablement, la CGT a des progrès à faire. Il ne faut pas attendre qu'ils viennent se syndiquer. Par exemple, nos syndicats doivent systématiser l'accueil des nouveaux embauchés, en expliquant des aspects pratiques de l'entreprise mais aussi du salariat, comme déchiffrer une fiche de paie et le rôle du syndicat. Pour la CGT, un des leviers de progression est auprès des apprentis. Ils

De gauche à droite : Yoann Regis, Cyriane Jacquemin, Ophélie Texier-Pieri, Sophie Binet et Adèle Tellez.



AGORA

130 ans de la CGT : quel syndicalisme aujourd'hui ?

sont un million et nous ne les organisons que très marginalement dans les CFA (centre de formation d'apprentis) ou sur les lieux de travail. Nous devons aussi nous donner les moyens d'organiser les intérimaires et les précaires. Les jeunes cadres dans les entreprises ont besoin d'organisations spécifiques. Pour eux, les discours infantilisants sont repoussoirs. Ils et elles sont désireux de réfléchir sur l'exercice et le sens de leur travail. Enfin, la

CGT doit permettre aux jeunes de militer et de prendre des responsabilités syndicales sans abandonner leur travail. **Cyriane Jacquemin** L'envie de soutien et de solidarité est visible sur le terrain. Pour autant, la peur de se syndiquer demeure. Dans mon équipe, nous sommes une quinzaine, tous contractuels et majoritairement à temps partiel. Avec l'incertitude d'être repris d'une année sur l'autre. J'ai franchi le pas courant 2024, et l'adhésion



«L'envie de soutien et de solidarité est visible sur le terrain.»

CYRIANE JACQUEMIN Employée en sport adapté

«S'agissant de la santé mentale, les soins doivent être gratuits.»

OPHÉLIE TEXIER-PIERI Cadre à EDF

«En AG, des décisions sont prises et partagées par les travailleurs eux-mêmes.»

YOANN REGIS Technicien polyvalent à Enedis

«La grève est un outil qui peut parler à la jeunesse.»

ADÈLE TELLEZ Jardinier

«Les jeunes n'ont jamais été aussi qualifiés, mais la smicardisation est la norme.»

SOPHIE BINET Secrétaire générale de la CGT

Cyriane Jacquemin À Paris, les faibles salaires et le coût de la vie nous poussent à mentir sur nos salaires pour obtenir un logement ou de se déclarer encore étudiant après la fin de nos études. On prend les transports en commun de manière aléatoire, pour économiser sur les prix des transports. Face à ces difficultés, le local syndical peut apparaître comme un refuge pour ne pas passer du temps dans des habitations désuètes.

Sophie Binet Il n'y a pas une jeunesse, mais des jeunes avec des problématiques diverses en fonction notamment de leur niveau de qualification. Les résultats de ce sondage sont une vraie alarme : salaire, logement, santé ; le point commun, c'est le pouvoir d'achat. Les jeunes ont été les premières victimes de la crise inflationniste. Ils et elles n'ont jamais été aussi qualifiés, 50 % d'entre eux sont diplômés du supérieur, mais la smicardisation devient la norme. La précarisation des emplois dans le temps enferme les jeunes sur des bas salaires. Un focus doit être porté sur les inégalités femmes-hommes, qui apparaissent dès l'embauche. Par le coût de l'achat d'un bien et des contraintes liées à la location, et notamment l'obligation de disposer de gars, le logement est un outil de reproduction sociale et de spéculation. Cela doit devenir une priorité syndicale ! C'est le sens des assises nationales du logement, que nous avons tenues en avril, en réclamant notamment le développement des foyers de jeunes travailleurs et l'encadrement des loyers. Durant les élections municipales, nous interpellons les futurs candidats. Il nous faut mener la bataille pour le développement des centres de santé pour contrer la financiarisation de la médecine de ville organisée par Ramsay et consorts et lutter contre les dépassements d'honoraires.

Nous sommes à la veille d'une offensive contre le modèle social français. S'agissant des retraites, une large majorité des jeunes est attachée à la prise en compte de la pénibilité et au système par répartition. Comment mobiliser la jeunesse ?

Sophie Binet Au chacun pour soi prôné par les libéraux et l'extrême droite, il faut opposer la solidarité comme choix de société. Aux États-Unis, soigner un cancer vous coûtera 200 000 dollars, 15 000 dollars pour un accouchement, et la retraite, par capitalisation, comporte un risque inhérent de faillite des fonds de pension. A contrario, un système de retraite par répartition ne peut faire défaut. Un fatalisme s'est installé chez les jeunes : la retraite ne sera pas pour eux. Et chez les jeunes cadres, le réflexe d'épargner par le biais de la capitalisation pour sa retraite progresse. À nous de contrecarrer, par nos arguments, ces logiques. D'ici à la présidentielle de 2027, la CGT lancera une grande campagne sur la solidarité. C'est aussi un moyen de lutter contre l'extrême droite, qui progresse sur la relégation sociale, le repli sur soi et les clivages identitaires.

Ophélie Texier-Pieri S'agissant de la TVA sociale, pour être audible, la CGT devra adapter son discours pour convaincre de la nécessité des cotisations sociales en partant d'exemples concrets. Si la solidarité est financée par la consommation et non plus par les cotisations, les droits sociaux coûteront plus cher aux travailleurs. Les cotisations ne profitent pas qu'aux autres, mais interviennent à n'importe quels moments de la vie, lorsqu'on est malade, au chômage ou enceinte...

Cyriane Jacquemin Dans le débat public, une fracture émerge-t-elle entre une jeunesse privée d'avenir et qui finance par son travail les retraites des plus âgées ? Dans mon travail, j'observe que le clivage est d'abord celui de la classe sociale. La solidarité intergénérationnelle est essentielle. Dans mon métier, nous accueillons aussi bien des personnes de 50 ans qui ont des parcours de vie difficiles que des centenaires. Ils et elles attendent leurs retraites, parce qu'ils sont en bas de l'échelle sociale, comme de nombreux jeunes.

à la CGT m'a apporté un cadre rassurant. En cas de conflictualité, je peux compter sur une équipe de militants soudés qui peut nous accompagner face aux directions. Cette année s'est tenue la 9^e édition du Festi'Red, le festival des jeunes CGT des services publics. Ces moments de socialisation militante sont essentiels à l'organisation collective.

Ophélie Texier-Pieri Pour syndiquer les cadres, la CGT doit se faire connaître. Ce public est souvent isolé ou placé à la tête d'une équipe, mais sans soutien hiérarchique. La présence militante sur le terrain est indispensable. Notre action doit être tournée sur des revendications qui leur sont dédiées : protection de la vie personnelle, égalité salariale, hausse des salaires... La CGT n'est pas réservée qu'aux ouvriers. L'image de Sophie Binet aide en ce sens. Le syndicat a été mon soutien dès mon alternance en master. On peut hésiter à s'engager, notamment par peur de ses supérieurs, mais la CGT nous apporte un cadre solide. J'ai connu un congé parental et le syndicat a pu m'accompagner. Enfin, la CGT ne sensibilisera pas pleinement les cadres si elle est absente des réseaux sociaux.

Yoann Regis La mise en responsabilité des jeunes peut être un blocage dans nos structures professionnelles ou locales. Or, la jeunesse constitue la CGT de demain. Elle ne doit pas être mise de côté. La CGT énergie (FNME) a affecté des référents jeunes à tous les nouveaux de notre fédération, avec pour ambition d'impulser une activité militante dédiée aux jeunes travailleurs dans les territoires et renforcer la syndicalisation.

Adèle Tellez À la CGT, 15 % des adhérents sont éloignés de nos syndicats. Et, dans la grande majorité des lieux de

travail, la CGT est absente ou son activité est centrée sur la gestion du CSE. Nous avons besoin de structures solides pour accueillir les jeunes. La précarisation de la jeunesse s'ajoute à l'absence de présence syndicale. Nous devons renforcer notre maillage professionnel et territorial pour accueillir chaque syndiqué afin de les organiser sur le long terme dans nos structures.

L'augmentation des salaires (26 %), un accès gratuit à la santé et à l'éducation (23 %) ainsi qu'à un logement digne et abordable (23 %) sont les trois priorités citées par les jeunes sondés. Comment la CGT peut-elle répondre à ces aspirations ?

Adèle Tellez La force de la CGT est de confédéraliser différents corps de métiers, qui ne dialoguent pas nécessairement dans la vie courante. Au-delà du syndicalisme du quotidien, la CGT doit être force de propositions pour changer la société dans sa globalité. Ce projet de société est aussi un moyen de faire connaître la CGT chez les jeunes et de répondre à l'ensemble de leurs aspirations.

Ophélie Texier-Pieri Chez les cadres aussi, il n'est pas toujours facile de boucler les fins de mois, notamment dans les grandes villes. Les salaires doivent être augmentés au travers des hausses du brut et non via des primes ou de l'intéressement. La reconnaissance salariale est une bataille que la CGT doit porter. Bien sûr, quand on donne une prime, pour un jeune, c'est toujours bon à prendre. Mais une reconnaissance de courte durée n'est pas un modèle à suivre. Les jeunes sont en souffrance sur la santé. S'agissant de la santé mentale, les soins doivent être gratuits et disponibles rapidement.

Yoann Regis Lors du mouvement de 2023, la FNME s'était illustrée par les actions des Robin des bois, en mettant en gratuité des hôpitaux, des écoles... Les jeunes peuvent s'y identifier. Ces actions sont décidées lors d'assemblées générales (AG), qui regroupent aussi des non-syndiqués. Les formes d'actions évoluent, notamment par l'arrivée de nouvelles générations dans les luttes. Elles sont force de propositions. Par exemple, une assemblée générale ne se résume plus à l'image du délégué syndical qui harangue les foules. Ce sont des décisions qui sont prises et partagées par les travailleurs eux-mêmes. À Nokia, des AG par visio ont réuni plus de 1500 salariés. À GRDF, nous développons des AG numériques nationales pour réunir un maximum de salariés et libérer la parole.

Adèle Tellez La grève est un outil qui peut parler à la jeunesse. Mais cette forme d'action dépend des habitudes ancrées dans les lieux de travail. Pour cela, les structures de la CGT doivent aider les jeunes à passer le pas. Fin 2022, mon union locale a accompagné un mouvement chez les agents d'accueil, prestataires de la Philharmonie de Paris. La plupart étaient des étudiants salariés précaires. Au début, ils voulaient juste toucher les salaires promis. Nous les avons accompagnés en déchiffrant leurs fiches de paie et en sollicitant, par écrit, l'employeur. Sans effet. Pour imposer un rapport de force suffisant, ces salariés ont décidé de lancer une grève. La CGT a été à leurs côtés pour définir les modalités. Ils ont appris à tenir un piquet de grève. La CGT les a laissés mener un mouvement victorieux, sans décider à leur place.

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme dans le monde du travail (5 %), les discriminations de genre ou sexuelles (7 %) et, surtout, la reconnaissance de l'égalité salariale (14 %) restent des attentes de la jeunesse. Comment la CGT peut-elle les traduire dans ses combats de classe ?

Ophélie Texier-Pieri Le combat pour l'égalité salariale m'a poussée à m'engager à la CGT. EDF, pourtant un grand groupe public, n'est pas épargné. Je suis rentrée en 2016 et quelqu'un de mon âge, mais qui n'a pas le même sexe, est mieux payé. J'ai pourtant travaillé tout autant que mes collègues hommes. L'inégalité salariale touche beaucoup de cadres et c'est un biais de militanthisme pour la CGT.

Adèle Tellez Les discriminations ne touchent pas seulement les travailleurs sans papiers, mais plus largement tous ceux qui n'ont pas la nationalité française. La CGT les accompagne depuis 2008 et rencontre des difficultés innommables pour obtenir des rendez-vous en préfecture. Or, sans renouvellement de titres de séjour, ils peuvent être licenciés. Il y a une volonté idéologique de l'État de reléguer les travailleurs étrangers dans les parties informelles ou illégales de l'économie.

Yoann Regis Des victoires syndicales sont possibles. À Enedis, nous avons obtenu la mise en place d'un congé hormonal, sur avis médical. Les femmes souffrant d'endométriose peuvent bénéficier d'un jour de congé en plus, tous les mois, en cas de règles douloureuses.

Sophie Binet Il faut être intransigeant sur les lieux de travail et dans nos structures. La poussée électorale de l'extrême droite entraîne une recrudescence des actes racistes, islamophobes et antisémites. En mars, nous avons lancé, avec l'ensemble des confédérations syndicales, une campagne contre le racisme. À Lyon, un chauffeur de bus a reçu, à son domicile, des menaces de mort et des morceaux de saucisson. Si la CGT n'était pas intervenue, il n'y aurait pas eu d'intervention de l'employeur. Sur le féminisme, la CGT doit être exemplaire en interne et prendre les décisions qui s'imposent en cas de comportement déplacé. Sur les enjeux de sexe et de racisme, chez les jeunes générations, le seuil de tolérance s'est abaissé. C'est un véritable point d'appui. Et la CGT est attendue et doit être irréprochable. ■

TABLE RONDE ANIMÉE PAR NAÏM SAHKI

Connaître son ennemi

Aujourd'hui, le racisme a pignon sur rue. Dans celles du Loiret, où l'extrême droite européenne est venue dérouler son programme réactionnaire le 8 juin. Dans les rues de Los Angeles aussi, où Trump continue de réprimer violemment la population luttant contre les mesures « anti-migrants » liberticides. S'il est un fait avéré, c'est que quand l'extrême droite détient le pouvoir, elle fait tout pour le garder, sans hésiter à utiliser la violence et à remettre en cause l'État de droit. L'État tout court, c'est d'ailleurs ce qui est dans le viseur de cette frange de la bourgeoisie qui voit dans les services publics, santé, éducation, aide aux plus démunis... des obstacles à son hégémonie. Plus encore, la « démocratie libérale » et son pendant humanitaire, un temps support du capitalisme mondialisé, sont aujourd'hui devenus un frein pour les multinationales à la conquête de nouveaux marchés.

La multiplication de zones de « non-droits », émancipées de la tutelle des États, serait d'ailleurs, pour l'historien états-unien Quinn Slobodian, constitutive d'un nouveau stade d'accaparement du capital. Auteur de l'ouvrage *le Capitalisme de l'apocalypse, ou le rêve d'un monde sans démocratie*, il interviendra le 17 juin lors du deuxième volet des Chroniques transatlantiques organisées par la Fondation Gabriel-Péri en partenariat avec Le vent se lève (1).

CHARLOTTE BALAVOINE
Membre du bureau de
la Fondation Gabriel-Péri

De l'Argentine de Milei au régime d'Orban, en passant par le gouvernement de Meloni, cette droite extrême, financée par des acteurs économiques et financiers, s'internationalise et fait bloc. Le racisme et la pensée racialiste (visant à considérer la « race blanche » comme supérieure aux autres) jouent ici le rôle de justificatif pour les tenants de « l'anarcho-capitalisme ». « Chrétiens traditionalistes, libertariens fanatiques, fondamentalistes du marché, milieux des affaires idéologues et cercles d'extrême droite anticomunistes et racistes sont alors intégrés dans une « nouvelle droite » réactionnaire. » Sylvie Laurent, historienne américaniste, autrice de *la Contre-révolution californienne*, interviendra également le 17 juin.

Le vieil adage « Diviser pour mieux régner » a de tout temps été l'apanage de la bourgeoisie. Faire peser sur les migrants, les femmes, les plus pauvres... le poids des inégalités, c'est ce qui a toujours permis au grand capital d'agiter un chiffon rouge pendant qu'il s'en mettait plein les poches.

Alors que faire ? Connaître l'ennemi, c'est la première condition pour le combattre ; analyser l'internationalisation de l'extrême droite pour mieux l'affronter... Nous vous donnons rendez-vous le 17 juin à partir de 19 heures, 8, avenue Mathurin-Moreau, 75019 Paris. ■

(1) Plus d'informations sur gabrielperi.fr

TRIBUNE

Oligarques : un monde totalitaire d'algorithmes

Le néolibéralisme a besoin d'un outil de contrôle sur la société pour assurer son hégémonie culturelle : un capitalisme numérique où chaque utilisateur fournit régulièrement des informations sur son mode de vie et même ses données biométriques.

Par ailleurs, les réseaux sociaux sont un véritable écosystème de surexposition narcissique de leurs utilisateurs, qui sont stimulés par des récompenses hédoniques. Les célèbres likes exercent une sorte de behaviorisme motivationnel : récompenser l'ego, en influençant l'estime de soi pour endoctriner le sujet et le soumettre à la dictature de l'image en fonction des intérêts protéiformes du marché publicitaire. L'homo consommateur est lui-même réduit à être un objet de consommation par la prolétarisation de l'information qu'il transmet gratuitement. Autrement dit, transformer l'utilisateur en un produit et vendre ses données personnelles au plus offrant est l'alpha et l'oméga du capitalisme numérique.

En outre, les nouvelles applications basées sur l'IA permettront une plus grande immersion émotionnelle et une entière interconnectivité avec les machines. Cela entraînera aussi une plus

ANTONIO MENDOZA
Poète

grande pollution de l'environnement, ainsi que le renforcement de la dystopie numérique, où le contrôle et l'administration des sentiments populaires seront le leitmotiv de la société autoritaire néolibérale (Big Brother). Les technostuctures de domination exercent un pouvoir aliénant l'analyse cognitive de la réalité.

Dans ce contexte, l'idéologie libertarienne est devenue la source d'inspiration ultralibérale pour les puissances numériques. Les théocrates de l'univers des algorithmes prônent la robotisation de la matière au mépris de l'essence créative et transformatrice de l'être humain, cherchant ainsi l'éternité grâce au développement élitiste de l'intelligence artificielle. Nous finirions alors par être un avatar décadent dans une structure interconnectée avec l'omniscient système néolibéral.

TRIBUNE

Le capitalisme numérique engendre ainsi un flux constant d'informations en continu que le système gère comme source d'assujettissement, au détriment de l'absence d'empathie et de réflexion de l'utilisateur sur des sujets qui passent devant ses yeux à la vitesse d'un clic. Nous nous retrouvons dans un ensemble d'applications terriblement intrusives et de fonctions conditionnées

La psychiatrie sera démocratique ou ne sera pas

Samedi 5 avril, une centaine de professionnel·les, d'élu·es, de personnes psychiatrisées et citoyen·nes concerné·es se sont réuni·es à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) pour réfléchir ensemble à une psychiatrie populaire de proximité, alternative souhaitable à la crise profonde traversée par la psychiatrie et la pédopsychiatrie françaises. En 2025, la santé mentale a été déclarée « grande cause nationale ». Pourtant, aucune réponse politique d'amplitude n'a été apportée pour contrer l'abandon des usagers et des professionnels sur le terrain. Les personnes directement concernées n'ont même pas été consultées sur cette « grande cause ». L'objectif affiché d'agir sur les déterminants sociaux (logement, éducation, environnement, accès aux droits) n'a donné lieu à aucune proposition concrète. Les mesures prises, comme le remboursement limité de consultations de psychologues en libéral, confirment la volonté de privatisation des soins au détriment des dispositifs publics collectifs, tels que le secteur, laissé à l'abandon.

Parler de santé mentale ne doit ni évacuer la question psychiatrique ni médicaliser les problèmes sociaux. Nous refusons de

nous résigner à la défaillance de l'accueil, des soins et de l'accompagnement à tous les âges de la vie. Nous croyons qu'un autre modèle est possible : une politique de secteur du XXI^e siècle, fondée sur de nouvelles bases, peut refonder un système à bout de souffle. Il nous faut des lieux pour échanger, décider ensemble localement comment accompagner, soigner, se rétablir, inclure réellement et vivre dignement. Aucune psychiatrie ne peut prendre soin sans démocratie réelle.

DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ POUR S'AFFRANCHIR DES LOGIQUES DE TRI

La démocratie sanitaire a souvent échoué à garantir l'inclusion, la participation et la décision des usagers. Le respect des droits, de la parole et de l'autodétermination des personnes concernées doit devenir un pilier, soutenu par des espaces institués dans la cité favorisant la concertation entre usagers et professionnels. De tels lieux communs permettraient de repenser les soins psychiatriques, d'inventer des pratiques moins contraignantes et plus ouvertes sur les territoires. Ces coopérations autour de services publics psychiatriques de proximité sont les mieux placées pour s'affranchir des logiques

COLLECTIF POUR UNE PSYCHIATRIE POPULAIRE DE PROXIMITÉ

de tri, de ségrégation, de rentabilité et de privatisation, qui nuisent au rétablissement des personnes en souffrance.

Cette psychiatrie, qui concerne toutes les générations, ne doit être ni distante, ni infantilisante, ni coercitive. Nous appelons à une nouvelle approche politique et de santé publique, articulant réellement les acteurs de santé et les tutelles, en commençant par l'échelon local.

Il est temps d'abandonner la logique des appels à projets, qui précarise les acteurs, pour privilégier des financements pérennes et une gouvernance partagée. Repenser la psychiatrie sur une base communautaire suppose de créer de nouveaux supports pour le service public, au-delà de l'hôpital et de son hospitalocentrisme souvent délétère. Les structures de première ligne – centres sociaux, associations, lieux d'écoute – doivent être soutenues et articulées avec les dispositifs de soins, afin d'offrir un accueil inconditionnel, une écoute et des réponses adaptées à chacun·e, y compris la nuit et le week-end : lieux de répit, hospitalisations à domicile,

centres d'accueil et de crise ouverts en permanence, groupes d'entraide mutuelle.

Nous proposons de repartir des expérimentations locales et des solidarités existantes, notamment dans les quartiers populaires et les zones rurales : accueillir, se rencontrer, prendre le temps de se connaître sont des bases concrètes

pour des refondations locales. Les conseils locaux de santé mentale pourraient servir de socle pour cette refondation, devenant des lieux où se discutent et se décident les politiques publiques locales de soins psychiques. Les renforcer dans leur autonomie, leurs moyens, leur capacité d'expérimentation et d'interpellation des institutions permettrait de faire vivre autrement la démocratie sanitaire.

La psychiatrie doit se refonder à l'articulation du respect des droits, de la proximité et des besoins spécifiques de chaque territoire, avec les personnes qui souffrent, habitent et travaillent dans leurs milieux de vie. La psychiatrie de demain sera démocratique, inclusive et territoriale, ou ne sera pas. ■

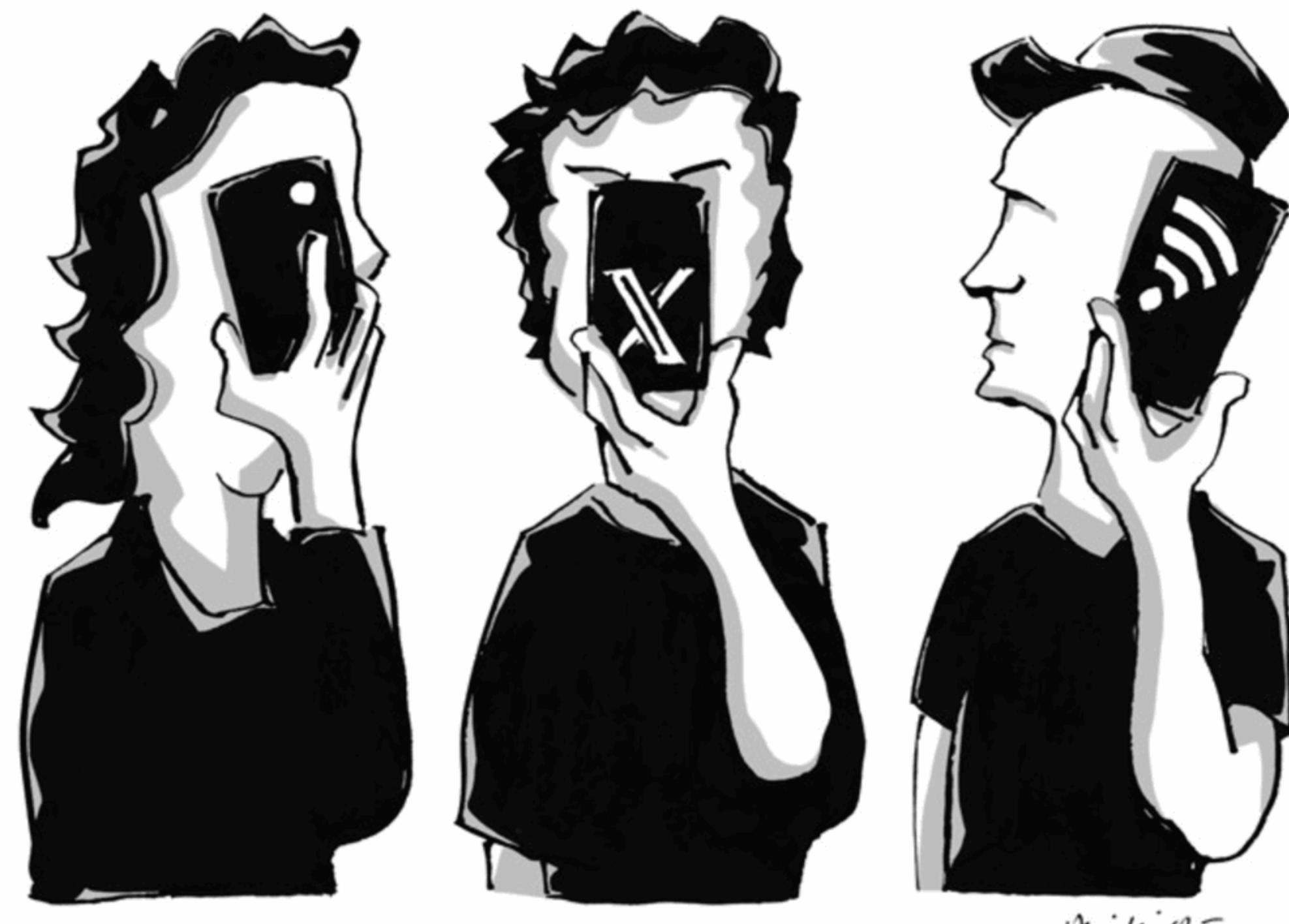
TRIBUNE

La psychiatrie, qui concerne toutes les générations, ne doit être ni distante, ni infantilisante, ni coercitive.

où la personne est traitée comme une marchandise de plus dans un monde hyperconnecté. Cela pourrait engendrer de nouvelles générations de dépendants aux technologies, principalement instrumentalisées pour reproduire la pensée mainstream. Seraient ainsi favorisées la malléabilité de notre volonté à travers la manipulation médiatique et la prolifération des fake news sur les réseaux sociaux.

De ce point de vue, le monde virtuel est potentiellement un outil néolibéral qui génère une réalité parallèle : tout un amalgame d'entrepreneurs, de youtubeurs, tiktokeurs et d'influenceurs forme une bulle intrinsèquement spéculative de marketing. Le capitalisme numérique préconise l'ubérisation de l'existence, c'est-à-dire une espèce de loi de la jungle en ligne faisant la promotion du récit dominant, en essayant de pervertir toute alternative au système et à ses valeurs consuméristes. L'oligarque de l'ère digitale exerce une sorte de surveillance panoptique sur les individus en favorisant les structures monopolistiques, dont le totem conceptuel est de collecter et d'exploiter nos données.

A contrario, la technologie pourrait être au service de l'être humain pour générer les conditions collectives de développement commun dans une perspective d'émancipation. Il faut pour cela renforcer l'humanisation de la société. Dépasser le système de domination dépend d'une volonté collective émancipatrice face à un monde totalitaire d'algorithme au service des transnationales et leurs lobbys, qui constituent aujourd'hui un impérialisme numérique où la liberté a aussi une obsolescence programmée. ■



**LE BLOC-NOTES DE
JEAN-EMMANUEL
DUCOIN**


MAGALI BRAJARD

Affidé(s)

SAUTERIE L'affaire est un peu passée inaperçue. La scène, façon pince-fesses, verres de champagne et connivences à outrance pour m'as-tu-vu de la haute, se déroule le 4 juin dernier, au restaurant Baronne, à Paris. Les petits plats dans les grands, afin de fêter le 70^e anniversaire de la création d'Europe 1. Il y a dix, vingt ans en arrière, sans doute le bloc-noteur aurait-il assisté à la soirée, histoire d'honorer les longues heures d'antenne avec l'ami Pierre-Louis Basse, en un temps pas si lointain où la radio vantait la culture, le sport, l'intelligence collective et surtout l'information. Nous n'en sommes plus là. Et, cette fois, la sauterie de famille, en présence de nombreuses stars de la droite, avait tout de la bollarisation des esprits. Quatre jours plus tard, le 8 juin, le *JDD*, hebdomadaire appartenant lui aussi à Vincent Bolloré, dans une opération bien rodée d'autopromotion du groupe (Canal Plus, CNews, CStar, Editis, Europe 1, RFM, Télé-Loisirs, *Geo*, *Gala*, *Voici*, *Femme actuelle*, *Capital*, etc.), affichait ses invités sur une pleine page : Sarkozy, Darmanin, Wauquiez, Bayrou, Ciotti, Dati et, en majesté, l'espoir présidentiel de toute la droite réactionnaire : Retailleau-le-voilà. Quasiment tous des LR, aucune personnalité de gauche. Ils sont venus pour cela : avoir les faveurs de celui qu'ils considèrent comme le faiseur de roi pour 2027...

ADOUBER Comme le suggérait cette semaine Thomas Legrand dans sa chronique donnée à *Libération*, « chacun d'eux consulte régulièrement le parrain Bolloré, qui les choie ». Et il précisait : « Signe des temps où les puissants ne sont plus les élus mais les empereurs de l'industrie, propriétaires de médias, ce sont maintenant les LR qui se prosternent devant le nouveau chef de clan et en font des tonnes pour être bien vus par Vincent Bolloré. » Avant d'ajouter : « Tant pis si CNews, le *JDD* ou Europe 1 passent leur temps à reprocher au gouvernement, dont

La droite réac et le parrain Bolloré. LR fait partie, d'être "laxiste" ; tant pis si ce groupe de médias noircit toute l'actualité et "déjournalise" son journal, sa radio et sa télé pour en faire les vaporisateurs des fantasmes de l'extrême droite. » Résumons : les affidés LR fantasmagiquement en se disant « 2027 ! 2027 ! », avec une volonté affichée et affirmée, se faire adoubier par Bolloré. Qu'importe la manière... et les méthodes du magnat milliardaire.

ÉDITOCRATES En effet, « il est bien loin ce passé où Europe n° 1 (tel était son nom à l'époque) était considérée comme la radio la plus libre et la plus inclassable », souvent « la plus innovante », comme l'écrit Thomas Legrand, qui va encore plus loin dans son analyse : « Aujourd'hui, comme les autres titres de Bolloré, elle est un instrument, non plus au service d'une information journalistique (même d'opinion) mais d'une stratégie gramscienne : instaurer une hégémonie culturelle réactionnaire et faire du prochain président de droite son obligé. » Comment le dire mieux ? Le bloc-noteur ne se veut pas nostalgique, juste en colère. Jadis, quand la vie, l'amour, la mort et surtout la politique s'invitaient sur les ondes et les écrans, beaucoup de littérateurs endiablés continuaient à citer Sartre et Beauvoir, parfois même Aragon ou Blanchot, et il n'était pas rare de s'entendre dire qu'un vrai « intellectuel est celui qui se mêle de ce qui ne le regarde pas ». Le lâchage généralisé ressemble à un lynchage de l'intelligence, version nationalo-nihiliste. Dorénavant, les éditocrates bollarisés insultent ouvertement Deleuze, Bourdieu ou Derrida, déclarent que Marx est « mort » et avec lui la « gauche de combat » et toute idée d'« émancipation collective »... Les Éric Zemmour, Élisabeth Lévy, Ivan Rioufol et autres Michel Godet ou Robert Ménard ont ouvert la voie depuis longtemps. Nous voilà à un point de non-retour, abrutis que nous sommes par la rhétorique des discours-sur-tout et des donneurs de leçons-bien-répétées, qui octroie aux titulaires de la chaire es-conservatrice le passeport du j'ose-tout. L'air cathodique pestilentiel pollue nos écouteilles. Tous citent en cœur Philippe Muray. Ce dernier disait pourtant : « Ce devant quoi une société se prosterne nous dit ce qu'elle est. » ■

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à *l'Humanité*, 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

Bain de jouvence

Jean-Yves Raymond

Lyon (Rhône)

Lecteur régulier de *l'Humanité* depuis plusieurs mois (au moment de la création du NFP, précisément) – auparavant, je l'achetais en fonction de l'actualité, je dois dire que, depuis ce moment-là, je plonge, chaque matin, dans un bain de jouvence... Et tout ça sans être communiste mais simplement un homme de gauche. Vive le pluralisme ! Je trouve que le journal s'est vachement amélioré, d'une grande qualité rédactionnelle (j'insiste sur le service « International » et ses grandes plumes). Même la maquette est agréable, le journal a un beau look et tout cet aspect visuel est encore renforcé par des unes géniales, bien ciblées et plus audacieuses. Franchement, je suis épatis ! Dans mes années lycéennes de la fin des seventies, quand on était « conscientisé », c'était évidemment à l'extrême gauche et le « quotidien de référence » à l'époque, ce n'était pas *le Monde*, mais *Libé* ! Surtout pour la contre-culture... Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, « *l'Humanité* n'est plus l'organe central du Parti communiste français ». *l'Humanité* m'enchante jour après jour, et me rappelle actuellement certaines périodes où *Libé* avait encore un sens (de l'histoire). Aujourd'hui, il devrait s'inquiéter encore plus, tellement le quotidien de Jaurès le dépasse largement ! L'émission *Ça ira* sur Twitch me fait bien marrer. Bravo pour cet esprit satirique. Ça serait bien si ça pouvait s'imprégner davantage dans les pages du journal. Ah, la jeunesse ! ■

COURRIER

bassin de Longwy, par exemple, une intersyndicale est constituée ; elle ne se contente pas de développer un argumentaire et de diffuser des récriminations, elle organise des luttes. Les fêtes de Noël seront cette année-là une période de « villes mortes » (magasins bloqués, administrations fermées, routes d'accès obstruées, etc.). Les réactions sont identiques dans le Nord. En Lorraine, des salariés occupent les gares. Ces différentes actions entraînent des interventions de la police et des heurts nombreux entre les forces de l'ordre et des manifestants soutenus par la population. Elles suscitent aussi des concessions des directions des entreprises et du gouvernement : le ministre du Travail, Robert Boulin, annonce, début mars, la suspension des licenciements jusqu'à la fin des négociations, et précise des mesures de préretraite à 55 ans, l'incitation au départ volontaire avec une prime ajoutant aux indemnités de licenciement, etc. La force des manifestations ouvrières a suscité la peur dans les esprits des classes dominantes mais, surtout, ensuite, leur volonté de prévenir ces formes de lutte des classes. Depuis, tous les moyens ont été utilisés pour non seulement faire disparaître la classe ouvrière organisée des grandes entreprises industrielles, mais aussi imposer une idéologie d'apaisement, en défaissant les sentiments d'unité collective au profit de l'individualisation. Pour empêcher un quelconque retour de ces luttes, tous les moyens ont été bons – allant jusqu'à donner de l'argent aux plus démunis (avec le RSA par exemple) pour qu'ils et elles ne se considèrent pas comme chômeurs-chômeuses – car comme les militants de la CGT et de la CFDT de 1979 l'avaient dit en élaborant leur stratégie : « Les futurs chômeurs européens savent qu'ils peuvent, s'ils le veulent, paralyser toute une région. » ■

Sidérurgie : le capital contre le travail

Christian de Montlibert

Par Internet

Les détenteurs du capital ont de la suite dans les idées. La désindustrialisation ne date pas d'hier, on le sait, et rien ne le montre mieux que la fermeture des sites de la sidérurgie. Le 10 décembre 1978, la direction de Sacilor confirmait qu'après la fermeture d'installations, 8 500 emplois seraient supprimés. Le 12 décembre, la direction d'Usinor confirmait à son tour 12 500 suppressions d'emplois. Le 14 décembre 1978, l'Union nationale de la sidérurgie annonçait 14 000 suppressions en Lorraine. Plutôt que moderniser des installations, le capital préférait la fermeture. Produire ailleurs, dans des zones où les coûts de production étaient moindres permettait ainsi un rendement du capital plus élevé. Cette logique l'emportait déjà comme elle guide les décisions actuelles. Reste que les réactions de la classe ouvrière ont été vives. En décembre 1978, dans le

Voie salutaire

Michel Angeleri

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

Les communistes de la métropole de Clermont-Ferrand militent depuis belle lurette pour la gratuité des transports en commun. Je salue la judicieuse idée de ce combat réalisable dans l'agglomération chef-lieu d'Auvergne. De fait, ce nouveau schéma prévoit de diminuer le flux de la circulation, notamment en centre-ville. La mairie ainsi que toute la gauche (PCF, PS, LFI) élue majoritairement lors des dernières élections municipales tiennent à organiser un débat public le mercredi 25 juin, à la Maison des sports de la ville, en présence d'élus en charge des mobilités. ■



L'usine Renault de Boulogne-Billancourt a été réquisitionnée en octobre 1944, dans la foulée de l'arrestation de Louis Renault. La nationalisation-sanction sera effective le 16 janvier 1945. ROGER-VIOLLET

1944-1945, le combat des nationalisations

LIBÉRATION Au terme d'un vif débat politique sur la prise de contrôle par l'État des entreprises stratégiques, le « retour à la nation des grands moyens de production » l'emporte, en juin 1945. Une mesure du programme du Conseil national de la Résistance.

Le 24 mai 1945, de Gaulle annonce à la radio la nationalisation, avant la fin de l'année, des productions de charbon et d'électricité. Il s'agit, explique-t-il, de placer « entre les mains de l'État, sans spoliation assurément, mais pour le souci exclusif de la nation, deux levières de commande essentiels ». Neuf mois après la Libération, l'horizon d'un provisoire qui s'éternise commence à s'éclaircir. Le 8 mai, la capitulation allemande a soulagé le pays des contraintes de l'effort de guerre. Politiquement, les élections municipales des 29 avril et 13 mai ont enregistré une forte poussée à gauche, en particulier du PCF, au détriment des radicaux et de la droite.

Au vrai, des prises de contrôle d'entreprises privées ont déjà eu lieu. Passons sur les cas plus ou moins éphémères de gestion

ouvrière conduits à l'initiative plus ou moins accordée de syndicalistes, de résistants et de commissaires de la République. À Renault-Billancourt, l'arrestation de Louis Renault et la réquisition, le 20 octobre 1944, de l'usine automobile ont préparé, en revanche, la nationalisation-sanction effective le 16 janvier 1945. Même scénario dans le Nord-Pas-de-Calais, où l'importance stratégique du charbon et le climat social tendu à l'extrême ont précipité les réquisitions de septembre 1944, puis la suspension, le 11 octobre, des directions discréditées des 18 sociétés minières régionales, ultime étape avant leur nationalisation, le 13 décembre.

UN LARGE SPECTRE DES SECTEURS CONCERNÉS

Nationaliser ? Les avis divergent sur le calendrier, les modalités et la portée. Si de Gaulle a pu déclarer souhaiter, en

novembre 1943, que « cesse un régime économique dans lequel les grandes sources de la richesse nationale échappent à la nation », l'option comporte des limites. Ainsi insiste-t-il, le 12 septembre 1944, à Paris, sur la nécessité de garantir « le maximum possible de liberté » et de favoriser « l'esprit d'entreprise ». Il

y revient le 2 mars 1945 pour détailler le large spectre des secteurs concernés : les grandes sources de l'énergie, les principaux moyens de transport et de transmissions, la métallurgie, le crédit... « Affaire, prévient-il, d'opportunité, de préparation, de moyens. » Ajoutons que de Gaulle n'a jamais repris à son compte le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), qui préconise « le retour à la nation des grands moyens de production, fruits du travail commun, des sources d'énergie et des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances

HISTOIRE

et des grandes banques ». C'est à lui que se réfère, fin décembre 1944, le vote unanime de l'Assemblée consultative en faveur d'une nationalisation en urgence des grandes entreprises. Vœu qui n'engage toutefois en rien le gouvernement provisoire de la République française (GPRF).

Les socialistes sont adeptes de longue date des « réformes de structures ». Plusieurs mouvements de Résistance sont sur cette ligne que beaucoup assimilent à une amorce de « socialisation ». Les communistes s'en agacent, sévères à l'égard d'interprétations marquées au coin d'un réformisme bon teint.

« LA CONFISCATION DES BIENS DES TRAITRES »

D'évidence, l'accord unanime du 15 mars 1944 n'a pas effacé les différences d'appréhension. Au CNR, toujours en activité, une commission mêlant ingénieurs et syndicalistes défriche la question. Le 5 janvier 1945, ses propositions, combinant un vaste plan de nationalisations et la réquisition des entreprises de 50 à 200 salariés, provoquent des réactions contrastées. À l'enthousiasme des socialistes répond la vive hostilité des communistes, des représentants de la droite

Le 1^{er} mars 1945, le manifeste commun du PCF et de la SFIO revendique haut et fort la réalisation de nationalisations.

et de la CFTC. La séance du 3 février réactive le clivage du mois précédent.

À gauche, toutefois, les positions évoluent. Le 1^{er} mars 1945, le manifeste commun du PCF et de la SFIO, fruit de leur comité d'entente, revendique haut et fort la réalisation de nationalisations, dont il étend le périmètre industriel. Le document évoque aussi la « confiscation des biens des traîtres », que privilégiait jusque-là le PCF pour démanteler les trusts. Sur le fond, les communistes se sont bel et bien approprié le thème des nationalisations. Aussi prudents que méthodiques, ils les qualifient de « réformes démocratiques » inscrites dans la continuité des combats républicains contre « l'aristocratie de l'argent » et autres « féodalités économiques ».

Comme pour valider la transition en cours, une mesure de nationalisation-sanction frappe, le 29 mai, l'entreprise Gnome et Rhône, tandis que se prépare le contrôle des compagnies de transport aérien, effectif le 26 juin. En juillet, les états généraux de la renaissance française couronnent le mouvement de popularisation-appropriation du programme du CNR. Les partis qui s'en réclament cumuleront bientôt 85 % des suffrages, dont 50 % au PCF et au PS, point de relance d'une nouvelle vague de nationalisations, de loin la plus ample. ■

MICHEL PIGENET
HISTORIEN

Miroir du cyclisme, le retour du vélo à visage humain

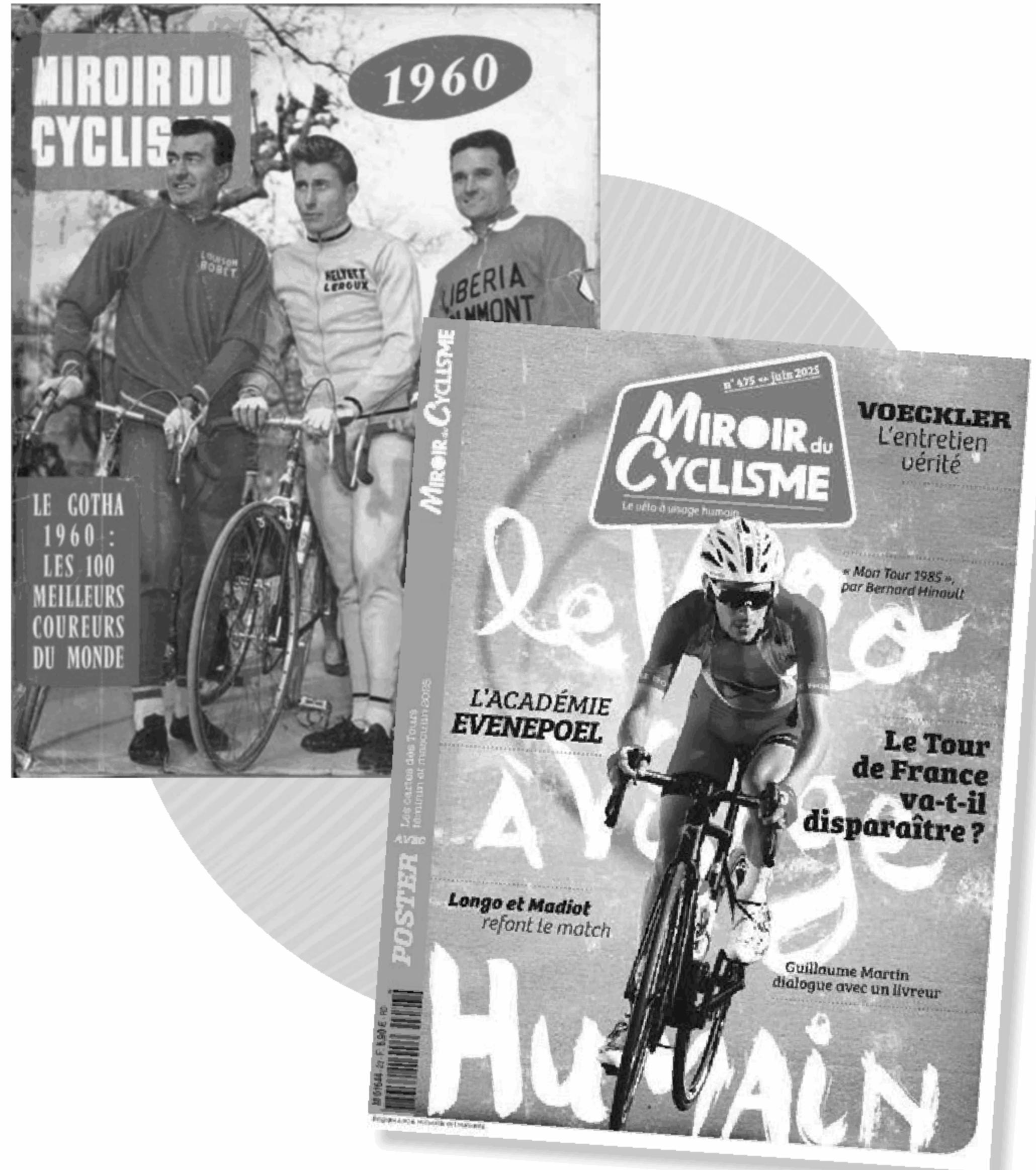
Nouveau chapitre pour la légende des cycles. Alors que le Tour de France se profile et avec lui les congés payés et la quête des bords de route, un événement éditorial de grande ampleur secoue le monde de la Petite Reine. Les anciens sourient, les pros montrent des yeux envoûtés, les collectionneurs plongent dans les anciens numéros en lâchant une larme, quant aux plus jeunes, souvent instruits par leurs parents ou grands-parents, ils attendent avec impatience la promesse d'un contenu innovant. Nous y voilà. Après trente et un ans de « pause », *Miroir du cyclisme* revient dans les kiosques, dès ce vendredi 13 juin 2025. Un tremblement de terre ! Et un bonheur à partager...

Comme ces vieux rêves enfouis dans les méandres de nos pensées récurrentes, l'aventure vient de loin. De 1960 à 1994 (avec le numéro 474), *Miroir du cyclisme* inventa une autre écriture de l'information sportive, exaltée et engagée. En plus de trente ans d'existence, *Miroir* est devenu le magazine « cycliste » le plus mythifié de l'histoire. Une trajectoire légendaire, tant par son succès auprès des lecteurs que par la place qu'elle occupe dans les mémoires. *Miroir* fut notre Tour d'enfance, introduit dans un environnement grandiose. On y parlait de Géants, d'ouvriers du vélo en Forçats, des hommes et des femmes aux passions démultipliées.

PHOTOGRAPHES RÉPUTÉS, DESSINATEURS ADULÉS

Nos aïeux n'étaient pas n'importe qui, et ils n'avaient pas inventé *Miroir du cyclisme* par hasard, accrochant à leurs plumes des décennies de récits. Leurs noms claquent, pour ce qu'ils possédaient de plus essentiel : un amour du vélo démesuré. Ils s'appelaient Maurice Vidal (*Liberation*), Jacques Augendre (*l'Equipe*, *le Monde*), Émile Besson (*l'Humanité*), Jean Bobet (*le Monde*), Jean-Paul Brouchon (Radio France), Jean-Paul Ollivier, Robert Chapatte (télévision), Pierre Chany (*l'Equipe*), Jacques Marchand (*l'Equipe*, *le Matin de Paris*), Abel Michéa (*l'Humanité*), etc. Il y avait des photographes réputés, des dessinateurs adulés. Les grands champions participèrent à sa gloire. De Jacques Anquetil à Bernard Thévenet, de Luis Ocana à Eddy Merckx, de Cyrille Guimard à Bernard Hinault, de Laurent Fignon à Jeannie Longo. Tous réunis pour une ambition

PRESSE Après trente et un ans de mise en sommeil, la revue mythique revient dans les kiosques, ce vendredi 13 juin. De 1960 à 1994, *Miroir* fut le magazine sportif le plus légendaire de l'histoire. Nous réinventons le genre.





qui les dépassait : *Miroir du cyclisme*.

Nous osons ressusciter le genre. Dans la continuité des Illustres, nous entendons prendre la mesure du monde actuel, avec ses gloires, ses faiblesses et ses dérives. *Miroir du cyclisme* ne renaît que pour se réinventer, mais en préservant l'état d'esprit. *Miroir* est et sera le reflet du sport d'aujourd'hui. Jamais passéeiste ni naïf. Raison pour laquelle notre comité de rédaction se veut éclectique, ouvert aux grands spécialistes et à des journalistes connus : Pierre Carrey, Patrick Chassé, Christophe Deroubaix,

La revue est et sera le reflet du sport d'aujourd'hui. Jamais passéeiste ni naïf.

et les collectifs d'abord, d'où notre raison d'être : « Le vélo à visage humain ». De nombreuses personnalités extérieures nous honorent, parmi lesquelles Gérard Mordillat, Bernard Chambaz, Louise Guillermot, sans parler des contributions de professionnels, comme Jordan Jegat ou Marion Borras. Bien d'autres rejoindront prochainement l'aventure.

Mejdaline Mhiri, Florent Le Du, Éric Serres, sans oublier l'historienne Karen Bretin et le dessinateur belge Kroll. *Miroir* se veut à la fois populaire et fort dans son contenu, en plaçant toujours l'humain

Vous le constaterez, aucun sujet n'est tabou. Comme nos aïeux, nous savons admirer et nous enthousiasmer, mais aussi critiquer et mettre en garde. Dans le numéro que vous allez découvrir, les sujets forts ne manquent pas. Une interview vérité de Thomas Voeckler. Un reportage en Belgique sur les traces de l'académie Remco Evenepoel. Des rencontres avec Juliette Labous et Lucien Aimar. Un face-à-face entre Jeannie Longo et Marc Madiot, qui, pour la première fois, rejouent le match des années 1980 et reviennent sur le machisme ordinaire de l'époque. Un dialogue inédit entre Guillaume Martin-Guyonnet et Arthur Hay, secrétaire CGT des coursiers à vélo. Une longue

séquence consacrée à la Grande Boucle. Ou encore Bernard Hinault, qui nous raconte son Tour 1985. Et même le retour de Nounouchette, personnage cher à Abel Michéa... et un poster cadeau !

Dans quelques semaines, une association des Ami·es de *Miroir du cyclisme* sera constituée. Soutenez l'aventure ! À votre tour de transmettre et faire connaître le *Miroir* 2025, dans les pas de la grande Histoire. Symboliquement, ce *Miroir du cyclisme* nouvelle version n'est pas le numéro 1 d'une « nouvelle formule », mais bien le numéro 475. Nous reprenons le récit là où nos aïeux l'avaient laissé en sommeil. ■

JEAN-EMMANUEL DUCOIN

RÉDACTEUR EN CHEF DE *MIROIR DU CYCLISME*

Je commande* le magazine *Miroir du cyclisme* au prix de 6,90 € + 3 € de frais de port **, soit 9,90 € x _____ exemplaire(s) = _____ €

TOTAL DE MA COMMANDE _____ €

* Délai de livraison de 10 à 12 jours. ** France métropolitaine

PRÉNOM _____

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

E-MAIL _____

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de L'Humanité en partage
à : L'HUMANITÉ / SERVICE DIFFUSION, 33, RUE DES GRANGES-GALAND 37550 SAINT-AVERTIN

VOUS POUVEZ
ÉGALEMENT
LE COMMANDER
DANS NOTRE
BOUTIQUE EN LIGNE



Urgence pour votre journal

Depuis sa fondation, l'*Humanité* joue un rôle fondamental pour ses lectrices et lecteurs : offrir à chacune et chacun des informations les plus complètes et vérifiées possible, afin de se forger une opinion libre et éclairée sur le monde qui l'entoure et participer à sa transformation.

L'information a un prix et notre indépendance vis-à-vis des puissances financières a un coût. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et sur la communauté de nos lectrices et lecteurs pour garantir notre équilibre financier, dégager des pistes de financement de nos nouveaux projets, poursuivre notre plan de continuation et apurer nos dettes.

C'est pourquoi je lance aujourd'hui un cri

**À ce jour,
nous n'avons pas
la trésorerie
nécessaire pour
assurer le montage
et la tenue de la Fête
de l'Humanité.**

d'alerte pour l'*Humanité* en appelant à la mobilisation générale autour de notre titre. Nous devons réunir 1 million d'euros avant la fin du mois d'août pour faire face à l'explosion des coûts et frais externes (impression, distribution et postage) et au montage de la Fête de l'*Humanité*. À ce jour, nous n'avons pas la trésorerie nécessaire pour assurer le montage et la tenue de la Fête de l'*Humanité*.

Si votre mobilisation, particulièrement active pendant l'été, venait à faiblir, nous pourrions être mis en difficulté. La campagne de souscription « Urgence pour l'*Humanité* » doit vivre partout : dans les mobilisations sociales et de solidarité internationale, auprès de nos lectrices et lecteurs avec



JULIEN JULIAN HANS LUCAS
FABIEN GAY
Directeur
de l'*Humanité*

nos CDH, auprès d'un public large qui découvre nos contenus numériques.

Depuis trois ans, avec vous et l'ensemble de nos équipes, nous avons entamé une révolution numérique : un nouveau site Internet, plus moderne et adapté à notre époque, le recrutement d'une équipe dédiée à la matinale, à la vidéo et aux réseaux sociaux, ainsi que la création de notre quatrième

média, via Twitch, avec notamment notre studio et son émission phare, *Ça ira*, politique et culturelle, ainsi qu'une émission féministe, *Le torchon brûle*, et une revue de presse internationale.

Ces transformations portent leurs fruits : nous stabilisons notre chiffre d'affaires et, grâce à votre soutien, nous avons franchi la barre des 40 000 abonnés.

Pour notre travail et nos révélations, notamment sur l'extrême droite, sur les grands groupes, ou encore notre couverture des

conflits, nous sommes de plus en plus la cible d'attaques, y compris judiciaires. Certains, bien aidés par des forces du capital et de l'extrême droite, rêvent de nous faire taire et de nous voir disparaître pour invisibiliser les combats que nous mettons à la une.

Dans un contexte politique et social brûlant, marqué par des guerres aux quatre coins de la planète, un génocide en cours à Gaza, la montée d'une internationale fascisante soutenue par un capitalisme 3.0, et la propagation fulgurante de fausses informations amplifiées par des algorithmes puissants, l'*Humanité* est au rendez-vous, chaque jour, pour défendre la vérité et la confrontation saine des idées.

Sans votre solidarité et votre attachement indéfectible à notre journal, notre groupe de presse, de communication et d'événementiel risque de graves difficultés. Il y a urgence à relayer cet appel tout en poursuivant le combat pour les abonnements, la diffusion des bons de soutien et notre transformation numérique.

Je compte sur vous. ■

URGENCE pour l'*Humanité*



JE FAIS UN DON À L'*HUMANITÉ* EN VERSANT



DÉFISCALISATION

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITÉ DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €.
Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

- Je fais un don de 1 à 499 € :
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à **l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité**.
- Je donne 500 € ou plus :
Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à **l'ordre de l'Humanité en Partage**.

NOM / PRÉNOM

E-MAIL

TÉL.

ADRESSE

VILLE

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !



J'accepte de recevoir des informations de la part de l'*Humanité*.

Votre don est à retourner à l'*Humanité*, souscription, immeuble Calliope,
5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.